

MEMORIAL

Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2908 22 octobre 2015

SOMMAIRE

Advent Power (Luxembourg) Subco S.a r.i.	TAL Constructions Metalliques 5.a r.i139584
	Invista European Real Estate Holdings S.à r.l.
Aircraft Solutions Lux IX S.à r.l	
Aircraft Solutions Lux V S.à r.l139540	Iris Capital Partners S.A
Aircraft Solutions Lux XI S.à r.l139540	Italian Investment Topco S.à r.l139543
Aldo Finance S.à r.l	Jujo Lux Holding
Andile Holdings S.à r.l	Latin America Ventures S.à r.l139559
Arbelan S.à r.l	Meigerhorn II Etoy S.à r.l
Bellango S.à r.l	MNKS
Cofre Renewables S.C.A	Moxon International S.A
Crossing Telecom S.àr.l	Mylan Luxembourg 7 S.à r.l
Development Capital 1 S.C.A139543	Mylan Luxembourg 9 S.à r.l
Digital Services XXIX (GP) S.à r.l139541	Petronas South Caucasus S.à r.l139541
Digital Services XXV (GP) S.à r.l139544	Plastipak BAWT S.à r.l
Dominican Entertainment (Luxembourg)139543	Presco Investments S.à r.l
Dundeal (International) 30 S.à r.l139563	Promox S.A SPF
D-VB Finapa S.A., SPF	Sireo Immobilienfonds No. 5 Libero V S.à r.l.
EMCap Investment S.C.A	
EMCap S.C.A	Société de Recyclage de matières inertes 139578
Emile Gestion S.A	Unique Associations S.à r.l
Fine Art Management Luxembourg S.A139538	Venn Capital S.à r.l
Flight Holdco S.à r.l	Zencap (GP) S.à r.l
Horizon Santé FLML S.à r.l	



Andile Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 187.473.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 septembre 2015.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2015149424/14.

(150163711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Fine Art Management Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 179.308.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Référence de publication: 2015149629/10.

(150163847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Jujo Lux Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 170.938.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 septembre 2015.

Référence de publication: 2015149727/10.

(150163840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Iris Capital Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 183.720.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 07/09/2015.

Référence de publication: 2015149724/10.

(150163918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Horizon Santé FLML S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.321.844,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 174.916.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 septembre 2015.

Référence de publication: 2015149668/10.

(150163948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.



Unique Associations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 12.500,00.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 15, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 189.690.

Les comptes annuels pour la période allant du 08 juillet 2014 au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour UNIQUE ASSOCIATIONS S.à r.l. Référence de publication: 2015150001/11.

(150164153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Plastipak BAWT S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4940 Bascharage, 24, rue Héierchen.

R.C.S. Luxembourg B 128.138.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Référence de publication: 2015149841/10.

(150163861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Presco Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: PLN 39.005.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 124.417.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Référence de publication: 2015149843/10.

(150164455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Venn Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 176.627.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2015.

Mr Matthijs BOGERS

Gérant de Classe A

Référence de publication: 2015150006/12.

(150164205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Aldo Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 100.000,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 174.926.

Le bilan de la société au 31 janvier 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Luxembourg.

Hochtief Offshore Development Solutions S.à r.l.

Référence de publication: 2015150087/11.

(150164477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Aircraft Solutions Lux IX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 50.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 159.659.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015150081/10.

(150164548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Aircraft Solutions Lux V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 30.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 156.154.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015150082/10.

(150164556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Aircraft Solutions Lux XI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 26.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 163.131.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015150083/10.

(150164555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Advent Power (Luxembourg) Subco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 169.000.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 septembre 2015.

Référence de publication: 2015150078/10.

(150164629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.



Digital Services XXIX (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.570.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 18 juin 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2539 du 19 septembre 2014.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Digital Services XXIX (GP) S.à r.l. Référence de publication: 2015150223/14.

(150165089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Flight Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 18.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 187.588.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Flight Holdco S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015150264/11.

(150164669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

EMCap Investment S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 12, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 181.748.

Les comptes annuels pour la période du 8 novembre 2013 (date de constitution) au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Référence de publication: 2015150248/11.

(150164688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Petronas South Caucasus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 190.966.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 Septembre 2015.

PETRONAS South Caucasus S.à r.l.

Fabrice Rota

Gérant B

Référence de publication: 2015150515/14.

(150164931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.



Zencap (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 185.339.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 7 février 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1303 du 21 mai 2014.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Zencap (GP) S.à r.l.

Référence de publication: 2015150642/14.

(150164777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Cofre Renewables S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 10, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 158.933.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2015150209/10.

(150164516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Crossing Telecom S.àr.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5366 Munsbach, 3, rue Henri Tudor.

R.C.S. Luxembourg B 86.244.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 8 septembre 2015.

Référence de publication: 2015150215/10.

(150164642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

D-VB Finapa S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 150.778.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015150221/10.

(150164634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

EMCap S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 12, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 165.088.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Référence de publication: 2015150249/10.

(150164682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.



Emile Gestion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 181.731.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Pour: EMILE GESTION S.A.

Société anonyme Experta Luxembourg Société anonyme

Référence de publication: 2015150251/14.

(150165009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Italian Investment Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 182.967.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015150330/9.

(150164562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Invista European Real Estate Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 108.463.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015150326/9.

(150165105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Dominican Entertainment (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 105.934.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2015.

Jean-Jacques JOSSET

Gérant Classe A

Référence de publication: 2015150225/13.

(150164969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Development Capital 1 S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 78.555.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015150233/9.

(150165003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.



Digital Services XXV (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.497.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 18 juin 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2432 du 10 septembre 2014.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Digital Services XXV (GP) S.à r.l. Référence de publication: 2015150224/14.

(150165155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Mylan Luxembourg 7 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 150.331.

La Société a été constituée à Luxembourg suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 17 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 217 du 2 février 2010.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mylan Luxembourg 7 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015150437/15.

(150164834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Mylan Luxembourg 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 155.120.

La Société a été constituée à Luxembourg suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 18 août 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2148 du 12 octobre 2010.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mylan Luxembourg 9 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015150438/15.

(150164836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Meigerhorn II Etoy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 146.322.

RECTIFICATIF

Le dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2013 déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 6 novembre 2014, sous la référence L140197235, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.



Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Référence de publication: 2015150454/13.

(150165100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Moxon International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 70.630.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MOXON INTERNATIONAL S.A.

Signatures

Référence de publication: 2015150468/11.

(150165137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Arbelan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 199.765.

STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the seventh of August.

Before Maître Jacques CASTEL, notary public, residing in Grevenmacher, acting in replacement of Maître Martine SCHAEFFER, notary public, residing in Luxembourg-City, to whom second named notary will remain the present deed.

There appeared:

Orangefield (Luxembourg) S.A., a corporation existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 28.967),

here represented by Mrs Alexandra FUENTES, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a power of attorney delivered in Luxembourg on August 4 th, 2015.

The prenamed power of attorney given, signed "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a limited liability company (société à responsabilité limitée).

Art. 1. Form. There is established by the appearing party a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10 th, 1915 on commercial companies, as amended, by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of incorporation.

The Company is initially composed of a single shareholder, owner of all the shares. The Company may however at any time be composed of several shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Name. The Company will exist under the name of Arbelan S.à r.l..

Art. 3. Object. The Company's object is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.



The Company may be dissolved at any time by decision of the single shareholder or pursuant to a resolution of the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 5. Registered Office. The registered office is established in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by decision of the management.

The management may establish subsidiaries and branches where it deems useful, whether in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad.

- **Art. 6. Capital.** The capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by one hundred (100) shares of a par value of one hundred twentyfive euro (EUR 125) each.
- **Art. 7. Amendment of the capital.** The capital may at any time be amended by decision of the single shareholder or pursuant to a resolution of the general meeting of shareholders, as the case may be.
- **Art. 8. Rights and duties attached to the shares.** Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders.

If the Company is composed of a single shareholder, the latter exercises all powers which are granted by law and the articles of incorporation to all the shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the articles of incorporation of the Company and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders.

The creditors or successors of the single shareholder or of any of the shareholders may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the Company's inventories and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares. Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

Art. 10. Transfer of shares. When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may transfer freely its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders only.

The shares can be transferred by living persons to non-shareholders only with the authorization of the general meeting of shareholders representing at least three-quarters of the capital.

Art. 11. Formalities. The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal.

Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

- Art. 12. Redemption of shares. The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the law.
- **Art. 13. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a shareholder.** The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.
- **Art. 14. Single manager / board of managers.** The Company is managed by one or several managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The General Meeting may decide to create two classes of managers, being class A manager(s) (the Class A Manager (s)) and class B manager(s) (the Class B Manager).

The managers need not to be shareholders.

Each manager will be elected by the single shareholder or by the shareholders' meeting, which will determine their number and the duration of their mandate. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the single shareholder or by a resolution of the shareholders' meeting.

Art. 15. Meetings of the board of managers. The board of managers may choose from among its members a chairman, and may choose among its members one or more vice-chairmen. The board of managers may also choose a secretary, who need not be a manager and who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the board of managers and to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the board of managers. The chairman shall preside over all meetings of the board of managers. In his absence the members of the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of a majority of the managers present or represented at any such meeting.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or any two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The person(s) convening the meeting shall determine the agenda. Notice in writing, by telegram, by telefax or e-mail of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least eight (8) calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four (24) hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason for the urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospec-



tively, by the consent in writing, by telegram, by telefax or e-mail of each manager. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manger may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing, by telegram, telefax or e-mail another manager as his proxy. A manager may not represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in a meeting of the board of managers by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other; and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

If a quorum is not obtained within half an hour of the time set for the meeting the managers present may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given to the managers by the secretary to the board, if any, failing whom by any manager.

Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed by a circular document and be the result of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager without any exception. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

- **Art. 16. Powers of the managers.** The single manager or whether the case may be, the board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by the law or by these articles of incorporation to the general meeting of the members fall within the competence of the single manager or the board of managers.
- **Art. 17. Representation of the Company Delegation of Powers.** Towards third parties, the Company shall be bound by the signature of its single manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers of the Company. In case the General Meeting has appointed classes of managers, the Company shall be bound by the joint signature of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

The single manager or the board of managers may generally or from time to time delegate the power to conduct the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation to such management to an executive or to one or several committees whether formed from among its own members or not, or to one or more managers or other agents who may act individually or jointly. The single manager or the board of managers shall determine the scope of the powers, the conditions for withdrawal and the remuneration attached to these delegations of authority including the authority to sub-delegate.

The single manager or the board of managers may also confer special powers upon one or more attorneys or agents of its choice.

- **Art. 18. Representation of the Company in Legal Proceedings.** In all legal proceedings, be it as plaintiff or as a defendant, the Company shall be represented by the single manager or its board of managers, who may delegate this function to its chairman or any other of its members.
- **Art. 19. Liability of the manager.** No manager commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. It is only liable for the performance of its duties.

Art. 20. General meeting of shareholders.

- 20.1. If the Company is composed of one single shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the law of August 10 th, 1915, are not applicable to that situation.
- 20.2. If the Company is composed of several shareholders, the decisions of the shareholders are taken in a general meeting of shareholders or by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the management to the shareholders by registered mail.

In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen (15) days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

- **Art. 21. Decisions.** The decisions of the single shareholder or of the general meeting of shareholders are documented in writing, recorded in a register and kept by the management at the registered office of the Company. The votes of the shareholders and the power of-attorneys are attached to the minutes.
 - Art. 22. Financial year. The financial year begins on the first day of January and ends on the thirty-first day of December.
- **Art. 23. Balance-sheet.** Each year, on the thirty-first day of December, the accounts are closed, the management draws up an inventory of assets and liabilities, the balance-sheet and the profit and loss account, in accordance with the law.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.



Each shareholder or its attorney-in-fact may peruse the financial documents at the registered office of the Company within a time period of fifteen days preceding the deadline set for the general meeting of shareholders.

Art. 24. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the law. This allocation shall cease to be required when the amount of the legal reserve shall have reached one tenth of the subscribed share capital.

The annual net profits shall be at the free disposal of the general meeting of the members.

Subject to the conditions determined by law, the single manager or in existence of more than one manager, the board of managers may pay out an advance payment on dividends.

The single manager or the board of managers sets the amount and the date of payment of any such advance payment.

Art. 25. Dissolution, liquidation. In the case of dissolution of the Company, for any cause and at any time, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the single shareholder or by the general meeting of shareholders of the shareholders, as the case may be, who will set the powers and compensation of the liquidator (s).

Art. 26. Matters not provided. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10^{th} , 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and payment

The appearing party Orangefield (Luxembourg) S.A., aforementioned and as represented, declares to subscribe the whole capital.

All the one hundred (100) shares have been fully paid up to the amount of one hundred twenty-five euro (EUR 125) per share by a contribution in cash of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

As a result, the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now at the disposal of the Company as has been certified to the notary executing this deed.

Transitory provision

The first financial year shall begin today and finish on December 31, 2015.

Expenses

The amount of expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Extraordinary general meeting

The above named shareholder, has immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

The sole shareholder, acting in place of the general meeting of the shareholders, has taken immediately the following resolutions:

- 1. To set at one (1) the number of managers of the Company;
- 2. To appoint LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 79.709) single manager of the Company for an unlimited duration; and
 - 3. To set the registered office of the Company at L-2163 Luxembourg, 40, Avenue Monterey.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the Notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le sept août.

Par devant Maître Jacques CASTEL, notaire de résidence à Grevenmacher, en remplacement de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, laquelle dernière restera dépositaire du présent acte.

A comparu

Orangefield (Luxembourg) S.A., une société anonyme, régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg section B numéro 28.967),

ici représentée par Mme Alexandra FUENTES, employée privée, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée à Luxembourg, le 4 août 2015.



Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par les mandataires du comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré vouloir constituer par le présent acte une société à responsabilité limitée unipersonnelle et a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts:

Art. 1 ^{er} . Forme. Il est formé par le comparant une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, par l'article 1832 du code civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts.

La Société comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales; elle peut, à toute époque, comporter plusieurs associés, par suite, notamment, de cession ou transmission desdites parts ou de création de parts nouvelles.

- Art. 2. Dénomination. La Société prend la dénomination sociale d' Arbelan S.à r.l..
- Art. 3. Objet. L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités prédécrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou par résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la Ville de Luxembourg en vertu d'une décision de la gérance.

La gérance pourra établir des filiales et des succursales au Luxembourg ou à l'étranger, où la gérance le jugera utile.

- **Art. 6. Capital social.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125.- EUR) chacune.
- **Art. 7. Modification du capital social.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant décision de l'associé unique ou résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.
- **Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales.** Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés.

Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Les créanciers ou ayants-droit de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des actifs sociaux; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10. Cession de parts. En cas d'un associé unique, les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés seuls.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément de l'assemblée générale des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 11. Formalités. La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.



De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du code civil.

- Art. 12. Rachat des parts sociales. La Société peut racheter ses propres actions conformément aux dispositions légales.
- **Art. 13. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé.** L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire de l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.
- Art. 14. Gérant Unique / Conseil de Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. L'Assemblée Générale peut décider de créer deux classes de gérants, à savoir, le(s) gérant(s) de classe A (le(s) Gérant(s) de Classe A) et le(s) gérant(s) de classe B (le(s) Gérant(s) de Classe B).

Les gérants ne doivent pas nécessairement être des associés.

Les gérants seront élus par l'assemblée générale des associés qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Tout gérant pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des associés.

Art. 15. Réunions du Conseil de Gérance. Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et peut choisir en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un gérant et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées, de temps en temps, par le conseil de gérance. Le président préside les réunions du conseil de gérance. En l'absence du président, les membres du conseil de gérance peuvent désigner un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore, par un vote à la majorité des gérants présents ou représentés lors de cette réunion.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. La ou les personnes convoquant l'assemblée déterminent l'ordre du jour. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour sera donné à tous les gérants au moins huit (8) jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé vingt-quatre (24) heures avant la réunion, devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque gérant. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions du conseil de gérance se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant peut se faire représenter en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre gérant comme son mandataire. Un gérant ne peut pas représenter plus d'un de ses collègues.

Tout gérant peut prendre part à une réunion du conseil de gérance au moyen d'une conférence téléphonique ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre; la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les gérants présents peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du conseil de gérance par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout gérant.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés à chaque réunion. Au cas où, lors d'une réunion du conseil de gérance, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président de la réunion aura une voix prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signé(s) par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

- **Art. 16. Pouvoirs du Conseil de Gérance.** Le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus larges pour pouvoir passer les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale sont de la compétence du gérant unique ou du conseil de gérance.
- Art. 17. Représentation de la Société, Délégation de pouvoirs. La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou en cas de plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux gérants. Si l'Assemblée Générale a nommé des classes de gérants, la Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un (1) Gérant de Classe A et d'un (1) Gérant de Classe B.

Le gérant unique ou le conseil de gérance peut déléguer de manière générale ou ponctuellement la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, à un directeur ou à un ou plusieurs comités, qu'ils soient composés de ses propres membres ou non, ou à un ou plusieurs gérants ou autres mandataires susceptibles d'agir seuls ou conjointement. Le gérant unique ou le conseil de gérance détermine l'étendue des pouvoirs, les conditions du retrait et la rémunération attachées à ces délégations de pouvoir, y compris le pouvoir de subdéléguer.

Le gérant unique ou le conseil de gérance pourra également conférer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs mandataires ou représentants de son choix.



- Art. 18. Représentation de la Société en Justice. La Société est représentée dans toutes les instances de justice, tant en demandant qu'en défendant, par le conseil de gérance, qui peut déléguer cette fonction à son président ou à un autre de ses membres.
- **Art. 19. Responsabilité de la gérance.** Le gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 20. Décisions de l'associé ou des associés.

- 20.1. Lorsque la Société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés. Dans ce cas les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la loi du 10 août 1915 ne sont pas applicables.
- 20.2. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises lors d'une assemblée générale ou par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par la gérance aux associés par lettre recommandée.

Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

- **Art. 21. Décisions.** Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés seront établies par écrit et consignées dans un registre tenu par la gérance au siège social. Les pièces constatant les votes des associés ainsi que les procurations leur seront annexées.
 - Art. 22. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.
- **Art. 23. Bilan.** Chaque année le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire des biens et des dettes et établit les comptes annuels conformément à la loi.

Le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, de l'assemblée générale des associés.

Tout associé, ainsi que son mandataire, peut prendre au siège social communication de l'inventaire et des comptes annuels, au cours d'une période de quinze jours précédant la date de l'assemblée générale.

Art. 24. Répartition des bénéfices. Des bénéfices nets annuels de la Société, cinq pour cent (5%) seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée lorsque le montant de la réserve légale aura atteint un dixième du capital social souscrit.

L'assemblée générale des associés dispose librement du bénéfice net annuel.

Sous réserve des conditions fixées par la loi et conformément aux dispositions qui précèdent, le gérant unique ou le conseil de gérance peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Le gérant unique ou le conseil de gérance détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

- **Art. 25. Dissolution, liquidation.** Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.
- **Art. 26. Disposition générale.** Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents statuts seront tranchées en application de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telles que modifiée.

Souscription et paiement

La société comparante Orangefield (Luxembourg) S.A., prénommée et telle que représentée, déclare vouloir souscrire la totalité du capital social.

Les cent (100) parts ont été entièrement libérées à hauteur d'un montant de cent vingt-cinq euros (125.- EUR) par part par un apport en liquide de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR).

Le montant de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) est par conséquent à la disposition à partir de ce moment tel qu'il a été certifié au notaire instrumentant.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2015.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la société, ou qui est mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille quatre cents euros (1.400.-EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Après que les statuts aient été rédigés, l'associé prénommé a immédiatement tenu une assemblée générale extraordinaire: Et à l'instant, l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale des associés, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à un (1).



- 2. Est nommé gérant unique de la Société LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l. pour une durée illimitée, une société à responsabilité limitée, régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg section B numéro 79.709).
 - 3. Le siège social de la société est établi à L-2163 Luxembourg, 40, Avenue Monterey.

Le notaire soussigné, qui comprend l'anglais, déclare que sur la demande du comparant, le présent acte de constitution est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite au mandataire de la comparante, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. Fuentes et J. Castel.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 11 août 2015. Relation: 2LAC/2015/18436. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Référence de publication: 2015149429/378.

(150163920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Bellango S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 199.767.

STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the seventh of August.

Before Maître Jacques CASTEL, notary public, residing in Grevenmacher, acting in replacement of Maître Martine SCHAEFFER, notary public, residing in Luxembourg-City, to whom second named notary will remain the present deed.

There appeared:

Orangefield (Luxembourg) S.A., a corporation existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 28.967),

here represented by Mrs Alexandra FUENTES, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a power of attorney delivered in Luxembourg on August 4 th , 2015.

The prenamed power of attorney given, signed "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a limited liability company (société à responsabilité limitée).

Art. 1. Form. There is established by the appearing party a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10 th, 1915 on commercial companies, as amended, by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of incorporation.

The Company is initially composed of a single shareholder, owner of all the shares. The Company may however at any time be composed of several shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

- Art. 2. Name. The Company will exist under the name of Bellango S.à r.l..
- Art. 3. Object. The Company's object is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; finally to perform any operation which is directly related to its purpose.



The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time by decision of the single shareholder or pursuant to a resolution of the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 5. Registered Office. The registered office is established in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by decision of the management.

The management may establish subsidiaries and branches where it deems useful, whether in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad.

- **Art. 6. Capital.** The capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by one hundred (100) shares of a par value of one hundred twenty-five euro (EUR 125) each.
- **Art. 7. Amendment of the capital.** The capital may at any time be amended by decision of the single shareholder or pursuant to a resolution of the general meeting of shareholders, as the case may be.
- **Art. 8. Rights and duties attached to the shares.** Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders.

If the Company is composed of a single shareholder, the latter exercises all powers which are granted by law and the articles of incorporation to all the shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the articles of incorporation of the Company and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders.

The creditors or successors of the single shareholder or of any of the shareholders may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the Company's inventories and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares. Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

Art. 10. Transfer of shares. When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may transfer freely its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders only.

The shares can be transferred by living persons to non-shareholders only with the authorization of the general meeting of shareholders representing at least three-quarters of the capital.

Art. 11. Formalities. The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal.

Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

- Art. 12. Redemption of shares. The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the law.
- **Art. 13. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a shareholder.** The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.
- **Art. 14. Single manager / board of managers.** The Company is managed by one or several managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The General Meeting may decide to create two classes of managers, being class A manager(s) (the Class A Manager (s)) and class B manager(s) (the Class B Manager).

The managers need not to be shareholders.

Each manager will be elected by the single shareholder or by the shareholders' meeting, which will determine their number and the duration of their mandate. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the single shareholder or by a resolution of the shareholders' meeting.

Art. 15. Meetings of the board of managers. The board of managers may choose from among its members a chairman, and may choose among its members one or more vice-chairmen. The board of managers may also choose a secretary, who need not be a manager and who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the board of managers and to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the board of managers. The chairman shall preside over all meetings of the board of managers. In his absence the members of the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of a majority of the managers present or represented at any such meeting.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or any two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The person(s) convening the meeting shall determine the agenda. Notice in writing, by telegram, by telegram or



e-mail of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least eight (8) calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four (24) hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason for the urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing, by telegram, by telefax or e-mail of each manager. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manger may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing, by telegram, telefax or e-mail another manager as his proxy. A manager may not represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in a meeting of the board of managers by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other; and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

If a quorum is not obtained within half an hour of the time set for the meeting the managers present may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given to the managers by the secretary to the board, if any, failing whom by any manager.

Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed by a circular document and be the result of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager without any exception. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

- **Art. 16. Powers of the managers.** The single manager or whether the case may be, the board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by the law or by these articles of incorporation to the general meeting of the members fall within the competence of the single manager or the board of managers.
- **Art. 17. Representation of the Company Delegation of Powers.** Towards third parties, the Company shall be bound by the signature of its single manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers of the Company. In case the General Meeting has appointed classes of managers, the Company shall be bound by the joint signature of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

The single manager or the board of managers may generally or from time to time delegate the power to conduct the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation to such management to an executive or to one or several committees whether formed from among its own members or not, or to one or more managers or other agents who may act individually or jointly. The single manager or the board of managers shall determine the scope of the powers, the conditions for withdrawal and the remuneration attached to these delegations of authority including the authority to sub-delegate.

The single manager or the board of managers may also confer special powers upon one or more attorneys or agents of its choice.

- **Art. 18. Representation of the Company in Legal Proceedings.** In all legal proceedings, be it as plaintiff or as a defendant, the Company shall be represented by the single manager or its board of managers, who may delegate this function to its chairman or any other of its members.
- **Art. 19. Liability of the manager.** No manager commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. It is only liable for the performance of its duties.

Art. 20. General meeting of shareholders.

- 20.1. If the Company is composed of one single shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the law of August 10 th, 1915, are not applicable to that situation.
- 20.2. If the Company is composed of several shareholders, the decisions of the shareholders are taken in a general meeting of shareholders or by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the management to the shareholders by registered mail.

In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen (15) days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

- **Art. 21. Decisions.** The decisions of the single shareholder or of the general meeting of shareholders are documented in writing, recorded in a register and kept by the management at the registered office of the Company. The votes of the shareholders and the power of-attorneys are attached to the minutes.
 - Art. 22. Financial year. The financial year begins on the first day of January and ends on the thirty-first day of December.
- **Art. 23. Balance-sheet.** Each year, on the thirty-first day of December, the accounts are closed, the management draws up an inventory of assets and liabilities, the balance-sheet and the profit and loss account, in accordance with the law.



The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or its attorney-in-fact may peruse the financial documents at the registered office of the Company within a time period of fifteen days preceding the deadline set for the general meeting of shareholders.

Art. 24. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the law. This allocation shall cease to be required when the amount of the legal reserve shall have reached one tenth of the subscribed share capital.

The annual net profits shall be at the free disposal of the general meeting of the members.

Subject to the conditions determined by law, the single manager or in existence of more than one manager, the board of managers may pay out an advance payment on dividends.

The single manager or the board of managers sets the amount and the date of payment of any such advance payment.

- **Art. 25. Dissolution, liquidation.** In the case of dissolution of the Company, for any cause and at any time, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the single shareholder or by the general meeting of shareholders of the shareholders, as the case may be, who will set the powers and compensation of the liquidator (s).
- **Art. 26. Matters not provided.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10 th, 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and payment

The appearing party Orangefield (Luxembourg) S.A., aforementioned and as represented, declares to subscribe the whole capital.

All the one hundred (100) shares have been fully paid up to the amount of one hundred twenty-five euro (EUR 125) per share by a contribution in cash of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

As a result, the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now at the disposal of the Company as has been certified to the notary executing this deed.

Transitory provision

The first financial year shall begin today and finish on December 31, 2015.

Expenses

The amount of expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Extraordinary general meeting

The above named shareholder, has immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

The sole shareholder, acting in place of the general meeting of the shareholders, has taken immediately the following resolutions:

- 1. To set at one (1) the number of managers of the Company;
- 2. To appoint LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 79.709) single manager of the Company for an unlimited duration; and
 - 3. To set the registered office of the Company at L-2163 Luxembourg, 40, Avenue Monterey.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document. The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the Notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le sept août.

Par devant Maître Jacques CASTEL, notaire de résidence à Grevenmacher, en remplacement de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, laquelle dernière restera dépositaire du présent acte.

A comparu

Orangefield (Luxembourg) S.A., une société anonyme, régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg section B numéro 28.967),



ici représentée par Mme Alexandra FUENTES, employée privée, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée à Luxembourg, le 4 août 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par les mandataires du comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré vouloir constituer par le présent acte une société à responsabilité limitée unipersonnelle et a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts:

Art. 1 er . Forme. Il est formé par le comparant une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, par l'article 1832 du code civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts.

La Société comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales; elle peut, à toute époque, comporter plusieurs associés, par suite, notamment, de cession ou transmission desdites parts ou de création de parts nouvelles.

- Art. 2. Dénomination. La Société prend la dénomination sociale de Bellango S.à r.l..
- Art. 3. Objet. L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités prédécrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou par résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la Ville de Luxembourg en vertu d'une décision de la gérance.

La gérance pourra établir des filiales et des succursales au Luxembourg ou à l'étranger, où la gérance le jugera utile.

- **Art. 6. Capital social.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125.- EUR) chacune.
- **Art. 7. Modification du capital social.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant décision de l'associé unique ou résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.
- **Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales.** Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés.

Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Les créanciers ou ayants-droit de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des actifs sociaux; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10. Cession de parts. En cas d'un associé unique, les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés seuls.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément de l'assemblée générale des associés représentant les trois quarts du capital social.



- Art. 11. Formalités. La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.
- De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du code civil.
 - Art. 12. Rachat des parts sociales. La Société peut racheter ses propres actions conformément aux dispositions légales.
- **Art. 13. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé.** L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire de l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.
- Art. 14. Gérant Unique / Conseil de Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. L'Assemblée Générale peut décider de créer deux classes de gérants, à savoir, le(s) gérant(s) de classe A (le(s) Gérant(s) de Classe A) et le(s) gérant(s) de classe B (le(s) Gérant(s) de Classe B).

Les gérants ne doivent pas nécessairement être des associés.

Les gérants seront élus par l'assemblée générale des associés qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Tout gérant pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des associés.

Art. 15. Réunions du Conseil de Gérance. Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et peut choisir en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un gérant et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées, de temps en temps, par le conseil de gérance. Le président préside les réunions du conseil de gérance. En l'absence du président, les membres du conseil de gérance peuvent désigner un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore, par un vote à la majorité des gérants présents ou représentés lors de cette réunion.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. La ou les personnes convoquant l'assemblée déterminent l'ordre du jour. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour sera donné à tous les gérants au moins huit (8) jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé vingt-quatre (24) heures avant la réunion, devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque gérant. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions du conseil de gérance se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant peut se faire représenter en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre gérant comme son mandataire. Un gérant ne peut pas représenter plus d'un de ses collègues.

Tout gérant peut prendre part à une réunion du conseil de gérance au moyen d'une conférence téléphonique ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre; la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les gérants présents peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du conseil de gérance par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout gérant.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés à chaque réunion. Au cas où, lors d'une réunion du conseil de gérance, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président de la réunion aura une voix prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signé(s) par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

- **Art. 16. Pouvoirs du Conseil de Gérance.** Le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus larges pour pouvoir passer les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale sont de la compétence du gérant unique ou du conseil de gérance.
- Art. 17. Représentation de la Société, Délégation de pouvoirs. La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou en cas de plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux gérants. Si l'Assemblée Générale a nommé des classes de gérants, la Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un (1) Gérant de Classe A et d'un (1) Gérant de Classe B.

Le gérant unique ou le conseil de gérance peut déléguer de manière générale ou ponctuellement la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, à un directeur ou à un ou plusieurs comités, qu'ils soient composés de ses propres membres ou non, ou à un ou plusieurs gérants ou autres mandataires susceptibles d'agir seuls ou conjointement. Le gérant unique ou le conseil de gérance détermine l'étendue des pouvoirs, les conditions du retrait et la rémunération attachées à ces délégations de pouvoir, y compris le pouvoir de subdéléguer.

Le gérant unique ou le conseil de gérance pourra également conférer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs mandataires ou représentants de son choix.



- **Art. 18. Représentation de la Société en Justice.** La Société est représentée dans toutes les instances de justice, tant en demandant qu'en défendant, par le conseil de gérance, qui peut déléguer cette fonction à son président ou à un autre de ses membres.
- **Art. 19. Responsabilité de la gérance.** Le gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 20. Décisions de l'associé ou des associés.

- 20.1. Lorsque la Société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés. Dans ce cas les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la loi du 10 août 1915 ne sont pas applicables.
- 20.2. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises lors d'une assemblée générale ou par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par la gérance aux associés par lettre recommandée.

Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

- **Art. 21. Décisions.** Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés seront établies par écrit et consignées dans un registre tenu par la gérance au siège social. Les pièces constatant les votes des associés ainsi que les procurations leur seront annexées.
 - Art. 22. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.
- **Art. 23. Bilan.** Chaque année le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire des biens et des dettes et établit les comptes annuels conformément à la loi.

Le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, de l'assemblée générale des associés.

Tout associé, ainsi que son mandataire, peut prendre au siège social communication de l'inventaire et des comptes annuels, au cours d'une période de quinze jours précédant la date de l'assemblée générale.

Art. 24. Répartition des bénéfices. Des bénéfices nets annuels de la Société, cinq pour cent (5%) seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée lorsque le montant de la réserve légale aura atteint un dixième du capital social souscrit.

L'assemblée générale des associés dispose librement du bénéfice net annuel.

Sous réserve des conditions fixées par la loi et conformément aux dispositions qui précèdent, le gérant unique ou le conseil de gérance peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Le gérant unique ou le conseil de gérance détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

- **Art. 25. Dissolution, liquidation.** Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.
- **Art. 26. Disposition générale.** Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents statuts seront tranchées en application de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telles que modifiée.

Souscription et paiement

La société comparante Orangefield (Luxembourg) S.A., prénommée et telle que représentée, déclare vouloir souscrire la totalité du capital social.

Les cent (100) parts ont été entièrement libérées à hauteur d'un montant de cent vingt-cinq euros (125.- EUR) par part par un apport en liquide de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR).

Le montant de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) est par conséquent à la disposition à partir de ce moment tel qu'il a été certifié au notaire instrumentant.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2015.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la société, ou qui est mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille quatre cents euros (1.400.-EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Après que les statuts aient été rédigés, l'associé prénommé a immédiatement tenu une assemblée générale extraordinaire: Et à l'instant, l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale des associés, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à un (1).



- 2. Est nommé gérant unique de la Société LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l. pour une durée illimitée, une société à responsabilité limitée, régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg section B numéro 79.709).
 - 3. Le siège social de la société est établi à L-2163 Luxembourg, 40, Avenue Monterey.

Le notaire soussigné, qui comprend l'anglais, déclare que sur la demande du comparant, le présent acte de constitution est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite au mandataire de la comparante, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. Fuentes et J. Castel.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 11 août 2015. Relation: 2LAC/2015/18437. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Référence de publication: 2015149464/378.

(150163930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Latin America Ventures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 230.700.000,00.

Siège social: L-5365 Münsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 199.080.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fourth day of August.

Before Maître Jacques KESSELER, notary established in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Stichting Administratiekantoor DOG, a foundation, having its registered office in Amsterdam and with address at Kingsfordweg 151, 1043 GR Amsterdam, registered with the Trade Register of the Chamber of Commerce under number 61397903 (the "Sole Shareholder"),

represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, with professional address at 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been initialled "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

- I.- The appearing party is the sole shareholder of Latin America Ventures S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized and established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Münsbach, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (R.C.S. Luxembourg) under number B 199080, incorporated by a deed enacted by notary Maître Jacques KES-SELER, notary residing in Pétange, on 27 July 2015 (the "Company").
- II.- That the 100,000 (one hundred thousand) shares with a nominal value of USD 1.00 (one United States Dollar), representing the entire share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all items on the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed about beforehand.
 - III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

- 1. Waiving of notice right;
- 2. Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 230,600,000 (two hundred thirty million six hundred thousand United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 100,000 (one hundred thousand United States Dollars) to USD 230,700,000 (two hundred thirty million seven hundred thousand United States Dollars) by the issuance of 230,600,000 (two hundred thirty million six hundred thousand) new shares with a nominal value of USD 1.00 (one United States Dollars);
 - 3. Subsequent amendment of article 8 of the articles of association of the Company; and
 - 4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:



First resolution:

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items on the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of USD 230,600,000 (two hundred thirty million six hundred thousand United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 100,000 (one hundred thousand United States Dollars) to USD 230,700,000 (two hundred thirty million seven hundred thousand United States Dollars) by the issuance of 230,600,000 (two hundred thirty million six hundred thousand) new shares with a nominal value of USD 1.00 (one United States Dollars) (the "New Shares"), the whole to be fully paid up through contribution in kind consisting in a receivable held by the Sole Shareholder against the Company (the "Contribution").

Subscription - Payment

The Sole Shareholder declares to subscribe the New Shares and to pay them up entirely by the Contribution.

Valuation

The valuation of the Contribution of USD 230,600,000 (two hundred thirty million six hundred thousand United States Dollars) has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value effective as of 20 August 2015, which shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

Third resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contribution having been fully carried out, it is resolved to amend article 8 of the Company's articles of association so that it shall now read as follows:

- "Art. 8. The share capital of the Company is set at USD 230,700,000 (two hundred thirty million seven hundred thousand United States Dollars) represented by 230,700,000 (two hundred thirty million seven hundred thousand) shares having a nominal value of USD 1.00 (one United States dollar) each, divided into (i) 115,350,000 (one hundred fifteen million three hundred fifty thousand) ordinary shares (the "Ordinary Shares") and (ii) 115,350,000 (one hundred fifteen million three hundred fifty thousand) shares having a nominal value of USD 1.00 (one United States dollar) each and allocated to ten classes of shares as follows:
 - 11,535,000 (eleven million five hundred thirty five thousand) class A shares (the "Class A Shares");
 - 11,535,000 (eleven million five hundred thirty five thousand) class B shares (the "Class B Shares");
 - 11,535,000 (eleven million five hundred thirty five thousand) class C shares (the "Class C Shares");
 - 11,535,000 (eleven million five hundred thirty five thousand) class D shares (the "Class D Shares");
 - 11,535,000 (eleven million five hundred thirty five thousand) class E shares (the "Class E Shares");
 - 11,535,000 (eleven million five hundred thirty five thousand) class F shares (the "Class F Shares");
 - 11,535,000 (eleven million five hundred thirty five thousand) class G shares (the "Class G Shares");
 - 11,535,000 (eleven million five hundred thirty five thousand) class H shares (the "Class H Shares");
 - 11,535,000 (eleven million five hundred thirty five thousand) class I shares (the "Class I Shares"); and
 - 11,535,000 (eleven million five hundred thirty five thousand) class J shares (the "Class J Shares").

All the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares, the Class F Shares, the Class G Shares, the Class H Shares, the Class I Shares and the Class J Shares will be collectively referred to as the "Classes of Shares" as the case may be, or individually as a "Class of Shares". All the Ordinary Shares and the Classes of Shares will be collectively referred to as the "shares" as the case may be, or individually as a "share".

Classes of Shares have the following features which mainly lead to the following economic rationale:

- the Class J Shares give right to at least the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the day of its incorporation until repayment of the said class J shares;
- the Class I Shares give right to at least the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the repayment of the Class J Shares until repayment of the said Class I Shares;
- the Class H Shares give right to at least the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the repayment of the Class I Shares until repayment of the said Class H Shares;
- the Class G Shares give right to at least the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the repayment of the Class H Shares until repayment of the said Class G Shares;
- the Class F Shares give right to at least the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the repayment of the Class G Shares until repayment of the said Class F Shares;



- the Class E Shares give right to at least the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the repayment of the Class F Shares until repayment of the said Class E Shares;
- the Class D Shares give right to at least the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the repayment of the Class E Shares until repayment of the said Class D Shares;
- the Class C Shares give right to at least the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the repayment of the Class D Shares until repayment of the said Class C Shares;
- the Class B Shares give right to at least the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the repayment of the Class C Shares until repayment of the said Class B Shares; and
- the Class A Shares give right to at least the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the repayment of the Class B Shares until repayment of the said Class A Shares."

No other amendment is to be made to this article.

Declaration

Whereof the present notarial deed was drawn up in Pétange on the day specified at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the person appearing, such proxy-holder of the person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-quatrième jour d'Août.

Par devant Maître Jacques KESSELER, notaire établi à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Stichting Administratiekantoor DOG, une fondation ayant son siège social à Amsterdam et comme adresse Kingsfordweg 151, 1043 GR Amsterdam, enregistrée auprès du Registre de Commerce de la Chambre de Commerce sous le numéro 61397903 (l'"Associé Unique"),

représentée par Madame Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, avec adresse professionnelle au 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- I.- La partie comparante est l'associé unique de Latin America Ventures S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Münsbach, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 199080, constituée suivant un acte reçu par Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange, le 27 juillet 2015 (la "Société").
- II.- Les cent mille (100.000) parts sociales d'une valeur nominale de un Dollar (USD 1,00), représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour, dont l'Associé Unique reconnaît avoir été dûment et préalablement informé.
 - III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

- 1. Renonciation au droit de convocation;
- 2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de deux cent trente millions six cent mille Dollars Américains (USD 230.600.000) afin de porter son montant actuel de cent mille Dollars Américains (USD 100.000) à deux cent trente millions sept cent mille Dollars Américains (USD 230.700.000) par l'émission de deux cent trente millions six cent mille (230.600.000) nouvelles parts sociales d'un montant nominal de un Dollar Américain (USD 1,00);
 - 3. Modification subséquente de l'article 8 des statuts de la Société; et
 - 4. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de convocation préalable à la présente assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que l'ensemble de la documentation



a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux cent trente millions six cent mille Dollars Américains (USD 230.600.000) afin de porter son montant actuel de cent mille Dollars Américains (USD 100.000) à deux cent trente millions sept cent mille Dollars Américains (USD 230.700.000) par l'émission de deux cent trente millions six cent mille (230.600.000) nouvelles parts sociales d'un montant nominal de un Dollar Américain (USD 1,00) (les "Nouvelles Parts Sociales"), le tout devant être entièrement libéré au moyen d'un apport en nature consistant en une créance détenue par l'Associé Unique à l'encontre de la Société (l'"Apport").

Souscription - Paiement

L'Associé Unique déclare souscrire aux Nouvelles Parts Sociales et les libérer par l'Apport.

Évaluation

L'évaluation de l'Apport d'un montant de deux cent trente millions six cent mille Dollars Américains (USD 230.600.000) a été approuvée par les gérants de la Société conformément à une déclaration sur la valeur de l'apport en date du 20 août 2015, qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Troisième résolution:

En conséquence, des déclarations et résolutions précédentes et l'Apport ayant été totalement réalisé, il est décidé de modifier l'article 8 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

- " Art. 8. Le capital social de la Société est fixé à USD 230.700.000 (deux cent trente millions sept cent mille Dollars Américains) représenté par 230.700.000 (deux cent trente millions sept cent mille) parts sociales d'une valeur nominale de USD 1,00 (un Dollar Américain) chacune, divisé en (i) 115.350.000 (cent quinze millions trois cent cinquante mille) parts sociales ordinaires (les "Parts Sociales Ordinaires") et (ii) 115.350.000 (cent quinze millions trois cent cinquante mille) parts sociales d'une valeur nominale de USD 1,00 (un Dollar Américain) chacune et réparties en dix catégories de parts sociales comme suit:
 - 11.535.000 (onze millions cinq cent trente cinq mille) parts sociales de catégorie A (the "Parts Sociales de Classe A");
 - 11.535.000 (onze millions cinq cent trente cinq mille) parts sociales de catégorie B (the "Parts Sociales de Classe B");
 - 11.535.000 (onze millions cinq cent trente cinq mille) parts sociales de catégorie C (the "Parts Sociales de Classe C");
 - 11.535.000 (onze millions cinq cent trente cinq mille) parts sociales de catégorie D (the "Parts Sociales de Classe D");
 - 11.535.000 (onze millions cinq cent trente cinq mille) parts sociales de catégorie E (the "Parts Sociales de Classe E");
 - 11.535.000 (onze millions cinq cent trente cinq mille) parts sociales de catégorie F (the "Parts Sociales de Classe F");
 - 11.535.000 (onze millions cinq cent trente cinq mille) parts sociales de catégorie G (the "Parts Sociales de Classe G");
 - 11.535.000 (onze millions cinq cent trente cinq mille) parts sociales de catégorie H (the "Parts Sociales de Classe H");
- 11.535.000 (onze millions cinq cent trente cinq mille) parts sociales de catégorie I (the "Parts Sociales de Classe I"); et
 - 11.535.000 (onze millions cinq cent trente cinq mille) parts sociales de catégorie J (the "Parts Sociales de Classe J").

Toutes les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales de Classe F, les Parts Sociales de Classe G, les Parts Sociales de Classe H, les Parts Sociales de Classe I et les Parts Sociales de Classe J sont collectivement définies comme les "Classes de Parts Sociales", ou individuellement comme une "Classe de Parts Sociales". Toutes les Parts Sociales Ordinaires et les Classes de Parts Sociales sont collectivement définies comme étant des "parts sociales" ou individuellement comme une "part sociale".

Les Classes de Parts Sociales présentant les caractéristiques suivantes entraînent la logique économique qui suit:

- les Parts Sociales de Classe J donnent droit au moins aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilisés par la Société à partir du jour de sa constitution jusqu'au remboursement de ces Parts Sociales de Classe J;
- les Parts Sociales de Classe I donnent droit au moins aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilisés par la Société à partir du remboursement des Parts Sociales de Classe J jusqu'au remboursement de ces Parts Sociales de Classe I;
- les Parts Sociales de Classe H donnent droit au moins aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilisés par la Société à partir du remboursement des Parts Sociales de Classe I jusqu'au remboursement de ces Parts Sociales de Classe H;
- les Parts Sociales de Classe G donnent droit au moins aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilisés par la Société à partir du remboursement des Parts Sociales de Classe H jusqu'au remboursement de ces Parts Sociales de Classe G;



- les Parts Sociales de Classe F donnent droit au moins aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilisés par la Société à partir du remboursement des Parts Sociales de Classe G jusqu'au remboursement de ces Parts Sociales de Classe F;
- les Parts Sociales de Classe E donnent droit au moins aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilisés par la Société à partir du remboursement des Parts Sociales de Classe F jusqu'au remboursement de ces Parts Sociales de Classe E;
- les Parts Sociales de Classe D donnent droit au moins aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilisés par la Société à partir du remboursement des Parts Sociales de Classe E jusqu'au remboursement de ces Parts Sociales de Classe D;
- les Parts Sociales de Classe C donnent droit au moins aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilisés par la Société à partir du remboursement des Parts Sociales de Classe D jusqu'au remboursement de ces Parts Sociales de Classe C;
- les Parts Sociales de Classe B donnent droit au moins aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilisés par la Société à partir du remboursement des Parts Sociales de Classe C jusqu'au remboursement de ces Parts Sociales de Classe B; et
- les Parts Sociales de Classe A donnent droit au moins aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilisés par la Société à partir du remboursement des Parts Sociales de Classe B jusqu'au remboursement de ces Parts Sociales de Classe A."

Aucune autre modification n'étant apportée à cet article.

Déclaration

Dont acte, fait et passé à Pétange, au jour indiqué en tête du présent document.

Lecture ayant été faite de ce document au mandataire de la personne présente, ledit mandataire a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction française. Sur demande de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: Conde, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 août 2015. Relation: EAC/2015/19898. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015149744/228.

(150164065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Dundeal (International) 30 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 199.777.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth day of August.

Before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert (Grand Duchy of Luxembourg)

There appeared:

Dundee International (Luxembourg) Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 108,197,418 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 160396 (hereafter referred to as the "Sole Shareholder"),

here represented by Mrs. Virginie PIERRU, notary clerk, with business address in Redange/Attert, Grand Duchy of Luxembourg (the "Representative"), by virtue of a power of attorney, which, after having been signed ne varietur by the Representative and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented by the Representative, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which he declared to establish.

Form, Name, Registered office, Object, Duration

1. Form.

1.1 There is hereby established by a single founding member, a company in the form of a private limited company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg,



notably the Act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Act"), Article 1832 of the Luxembourg Civil Code, as amended, and the present articles of incorporation (the "Articles").

1.2 The Company has initially one sole shareholder. The Company may, however, at any time be composed of any number of shareholders not exceeding forty (40).

2. Company name.

2.1 The Company exists under the name "Dundeal (International) 30 S.à r.l.".

3. Registered office.

- 3.1 The Company has its registered office in the municipality of Luxembourg.
- 3.2 The Management is authorized to change the address of the Company's registered office within the municipality of the Company's registered office.
- 3.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by decision of the Management.
- 3.4 In the event that, in the opinion of the Management, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.
- **4. Object.** The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of stakes, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such shareholdings.

This includes without limitation the investment in, acquisition and disposal of, grant or issuance (without a public offering) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes, debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including without limitation, shares of capital stock, limited partnership interests, limited-liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, as well as obligations (including without limitation synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may also use its funds to invest in real estate, intellectual property rights or any other movable or immovable asset in any form or of any kind.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security as well as any form of indemnity, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including without limitation the extension of advances, loans, money deposits and credit as well as the provision of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same type of assistance to undertakings that form part of the same group to which the Company belongs or to third parties, provided that doing so is in the Company's interest and does not trigger any license requirements.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial transactions and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its corporate purpose.

Notwithstanding the foregoing, the Company shall not enter into any transaction that would cause it to be engaged in a regulated activity or one that requires the Company to have a licence.

5. Duration. The Company is established for an indefinite period of time.

Share capital, Transfer of shares

6. Share capital.

- 6.1 The share capital of the Company amounts to twelve thousand five hundred one euro (EUR 12,501), divided into twelve thousand five hundred one (12,501) shares, each with a par value of one euro (EUR 1).
- 6.2 In addition to the share capital, the shareholder(s) of the Company (the "Shareholder(s)") may decide to set up a share premium account. Any premium paid on shares in addition to the par value must be transferred into this share premium account. The funds of the share premium account may be used by the Company to redeem the Company's own shares from Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.
- 6.3 In addition to the share capital and share premium account, the Company may maintain a capital contribution account 115 (compte 115 «Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres») on which the Company shall allocate any capital contributions to the Company which will be made without issue by the Company of any new shares in consideration for the relevant contribution.
- 6.4 The share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by the Shareholders in accordance with these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg applicable to any amendment of these Articles.



6.5 The Company may only acquire its own shares for the purpose of and subject to their immediate cancellation.

7. Shares

- 7.1 All shares will be and remain in registered form.
- 7.2 Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles and the resolutions adopted by the Shareholders.
- 7.3 Each share entitles to one vote, subject to the limitations imposed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.
- 7.4 Each share of the Company is indivisible vis à vis the Company. Co-owners of shares must be represented by a common representative vis à vis the Company.

The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to the share until a common representative has been notified by the co-owners to the Company in writing or by fax.

8. Transfer of shares.

- 8.1 The shares may be transferred freely amongst the Shareholders.
- 8.2 Where the Company has a sole Shareholder, such Shareholder may freely transfer his/her/its shares.
- 8.3 Where the Company has several Shareholders, any transfer of shares to third parties requires the consent of the Shareholders representing at least three quarters of the issued share capital.
- 8.4 Any transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. No transfer of shares is binding vis à vis the Company or vis à vis third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company in accordance with the rules on the transfer of claims in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

Management, Auditor

9. Managers.

- 9.1 The Company shall be managed by one or several managers, whether Shareholders or not (the "Manager(s)").
- 9.2 The Manager(s) are appointed by the Shareholders who determine (i) their number, (ii) their remuneration and (iii) the limited or unlimited duration of their mandate.
- 9.3 The Manager(s) will hold office until their successors are elected. They may be re-elected and may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.
 - 9.4 The Shareholders may decide to qualify the appointed Managers as class A managers and class B managers.
- 9.5 Even after the term of their mandate, the Manager(s) are not entitled to disclose confidential information of the Company or any Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

10. Board of Managers.

- 10.1 Where more than one Manager has been appointed, the Managers will constitute a board of managers (the "Board").
- 10.2 The Board may appoint one Manager as chairman (the "Chairman of the Board").
- 10.3 The Board may also appoint a secretary, whether a Manager or not, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders.

11. Powers of Management.

- 11.1 The Manager or the Board (as applicable) (the "Management") is vested with powers to act on behalf of the Company and to perform or authorise all acts of an administrative or a disposal nature, necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg to the Shareholders fall within the competence of the Management.
 - 11.2 The Management may also appoint one or more advisory committees and determine their composition and purpose.
- 11.3 The Management may confer certain powers and/or special mandates, including the representation of the Company vis-à-vis third parties to one or several Manager(s), Shareholder(s) or third person(s), any of these acting either alone or jointly.

12. Meetings of the Board and Written Decisions.

- 12.1 The Board will meet upon the request of any two or more Board members, and where there are both class A managers and class B managers, by at least one manager of each such class.
- 12.2 The Chairman of the Board will inform each Board member of place, date, time and agenda of the meeting by written notice or e-mail. Such notice must be received by the Board members at least twenty-four hours prior to the meeting. No separate notice is required for meetings held at places, dates and times specified in a time schedule previously adopted by a decision of the Board and in cases of urgency.
- 12.3 The notice requirement may be waived by unanimous consent by all Board members at the meeting of the Board or otherwise.



- 12.4 The Chairman of the Board will preside at all Board meetings. In her/his absence the Board may appoint another Board member as Chairman of the Board pro tempore by vote of the majority of the Managers present or represented at such meeting.
- 12.5 Board members may act at any Board meeting by appointing another Board member in writing as her/his representative.
- 12.6 Board members may participate in a Board meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other.

Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the meeting.

- 12.7 Subject to section 12.8, the quorum for Board meetings is the presence or representation at the relevant Board meeting of a majority of the Board members holding office.
- 12.8 If the appointed Managers have been qualified as class A managers and class B managers, the quorum for Board meetings is the presence or representation at the relevant Board meeting of a majority of the Board members holding office, including at least one class A manager and one class B manager.
- 12.9 Decisions of the Board are taken by a majority of the votes of the Board members present or represented at the relevant Board meeting. In the case of a tied vote, the Chairman of the Board has a casting vote.
- 12.10 The minutes of Board decisions must be drawn up and signed by all Board members present at the relevant meeting. Any powers of attorney will remain attached to the minutes.
- 12.11 A written decision signed by all Managers is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board which was duly convened and held. Such a decision can be documented in either a single document signed by all Managers or in several separate documents all with the same content each of them signed by one or several Managers.
- 12.12 Where only one Manager has been appointed, such Manager must draw up minutes of his/her decisions in writing and sign these.

13. Representation of the Company.

- 13.1 Where only one Manager has been appointed, the Company will be bound vis à vis third parties by the sole signature of that Manager.
- 13.2 Where the Company is managed by a Board, the Company will be bound vis à vis third parties by the joint signatures of any two Board members.
- 13.3 Notwithstanding the above, the Company will be bound via à vis third parties only by the joint signatures of one class A manager and one class B manager if the sole shareholder or the Shareholders (as applicable) have appointed a class A manager(s) and class B manager(s).
- 13.4 Notwithstanding the above, the Company will also be bound vis-à-vis third parties by any person to whom valid powers of representation have been delegated by the sole Manager or the Board, as applicable.

14. Conflict of Interests.

- 14.1 No contract or other business between the Company and another company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that one or several duly authorized representatives of the Company, including but not limited to any Manager, (i) has a personal interest in, or (ii) is a duly authorized representative and/or shareholder of the said other company or firm (the "Conflicted Representative").
- 14.2 Except as otherwise provided for hereafter, the Conflicted Representative shall not be automatically prevented from participating in the deliberations or voting on any such transaction, contract or other business. For all contracts or other business not (i) falling within the scope of the day-to-day management of the Company, (ii) being concluded in the Company's ordinary course of business and (iii) being concluded at arm's length, the Conflicted Representative shall inform the Board of any such personal interest and shall not deliberate or vote on any such transaction or other business, and the Shareholders shall be notified of such transaction or other business and the Conflicted Representative's interest therein.
- 14.3 If the Conflicted Representative is the sole Manager of the Company, the relevant contract or other business not (i) falling within the scope of the day-to-day management of the Company, (ii) being concluded in the Company's ordinary course of business and (iii) being concluded at arm's length shall be approved by the General Meeting of Shareholders or the Sole Shareholder (as the case may be).

15. Indemnification of Managers.

- 15.1 The Company will indemnify its Manager(s), and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred in connection with any action, suit or proceeding to which the Manager(s) is/(are) party for being or having been Manager(s) of the Company or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor if and to the extent they are not entitled to indemnification by such other company.
- 15.2 Indemnification will only be provided if and to the extent the Manager(s) is/(are) not finally adjudged in an action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.



- 15.3 In the event of a settlement, indemnification will only be provided if and to the extent the Company is advised by its legal counsel that the Manager(s) did not commit a breach of his/her duties.
- 15.4 The foregoing right of indemnification does not exclude other rights to which the Manager(s) and, if applicable its/(their) successors, heirs, executors and administrators may be entitled.

16. Audit.

- 16.1 If no independent auditor is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, the Company's annual accounts are to be audited by one or more statutory auditors, which can either be one or several Shareholders or third persons.
- 16.2 If no independent auditor is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has twenty-five (25) or less Shareholders, the Shareholders may decide, without being obliged to do so, to have the annual accounts audited by one or more statutory auditors, being either Shareholders or third persons.
- 16.3 The auditor(s) shall be appointed by the Shareholders who shall determine the (i) number of auditors, (ii) remuneration of the auditor(s) and (iii) duration of the mandate of the auditor(s). The auditor(s) will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

Shareholders

17. Shareholders' Resolutions.

- 17.1 The Shareholders decide by passing resolutions either in Shareholders' meetings or, subject to the limitations set forth in these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, by written resolutions.
 - 17.2 One vote is attached to each share, except as otherwise provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.
- 17.3 Any amendment to the Articles must be approved by (i) the majority of Shareholders in number and (ii) three-quarters of the issued share capital, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Articles.
- 17.4 All other Shareholders' resolutions will be taken by Shareholders representing more than half of the issued share capital of the Company, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Articles. In case the quorum is not reached at the first meeting, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of issued share capital represented.

18. Written Resolutions.

- 18.1 If the Company has twenty five (25) or less Shareholders, the Shareholders' resolutions do not have to be passed in Shareholders' meetings but may also be passed by written resolution.
- 18.2 The text of resolutions to be adopted by written resolution will be sent to the Shareholders in writing by the Management by registered letter, letter, e-mail or fax. Shareholders are under the obligation to cast their vote and send it back to the Management of the company by registered letter, letter, e-mail or fax within fifteen (15) days as from the receipt of the letter. Any votes not cast within this time frame will be considered as having abstained from voting.
- 18.3 The formal requirements set forth in para. 18.2 for passing written Shareholders' resolutions may be waived by unanimous written resolution of all Shareholders in the relevant written resolution or otherwise.

The formal requirements set forth in para. 18.2 for passing written Shareholders' resolutions do not apply if the Company has only one Shareholder. All resolutions adopted by a sole Shareholder must, however, be documented in writing and signed by the sole Shareholder.

18.4 Any copies or extracts of the written Shareholders' resolutions shall be certified by the Management.

19. Shareholders' meetings (annual and extraordinary).

- 19.1 An annual Shareholders' meeting needs only be held if the Company has more than twenty-five (25) Shareholders. In that case, these Articles shall be amended in order to provide for the date and time at which such annual Shareholders' meeting shall be held.
- 19.2 Extraordinary Shareholders' meetings are convened in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by notice of the Management, the auditor(s) of the Company or the Shareholder(s) representing at least half of the issued share capital of the Company.
- 19.3 A Shareholders' meeting may only be held abroad if, in the opinion of the Management, this should be necessary due to circumstances of force majeure.
- 19.4 The notice convening the Shareholders' meeting and indicating its place, date, time and agenda shall be sent to the Shareholders at least eight (8) days prior to the Shareholders' meeting. If all Shareholders are present or represented at a Shareholders' meeting, they may state that they have been informed about the agenda of the meeting and waive the aforesaid requirement of prior notice.
 - 19.5 Any duly constituted Shareholders' meeting represents the Shareholders of the Company.



19.6 If the Company has only a sole Shareholder, this sole Shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders by applicable law and these Articles. Articles 194 to 196 and 199 of the law of 10 August 1915, as amended from time to time, are not applicable to that situation.

20. Procedure at Shareholders' meetings.

- 20.1 A Shareholder may act at a Shareholders' meeting by appointing a representative, who does not have to be a Shareholder, in writing or by fax.
- 20.2 Shareholder(s) may participate in a Shareholders' meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.
- 20.3 The Management may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a Shareholders' meeting.
- 20.4 The Chairman of the Board, or in his/her absence, any other person designated by the Shareholders will preside at each Shareholders' meeting (the "Chairman of the Shareholders' Meeting").
- 20.5 The Chairman of the Shareholders' Meeting will appoint a secretary. The Shareholders will appoint one or several scrutineer(s). The Chairman of the Shareholders' meeting together with the secretary and the scrutineer(s) form the bureau of the general meeting (the "Bureau").
- 20.6 An attendance list indicating (i) name of the Shareholders, (ii) number of shares held by them and, if applicable, (iii) name of the representative, must be drawn up and signed by the members of the Bureau.
 - 20.7 Minutes of the resolutions of the Shareholders' meeting shall be drawn up and signed by the Bureau.
 - 20.8 Copies or extracts of the minutes of the Shareholders' meeting shall be certified by the Management.

Financial year, Distributions of earnings

21. Financial year.

21.1 The Company's financial year begins on the first day of the month of January and ends on the last day of the month of December.

22. Approval of financial statements.

- 22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the Management will draw up the annual accounts of the Company in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.
- 22.2 The Management will submit the annual accounts of the Company to the company's auditor(s), if any, for review and to the Shareholders for approval.
- 22.3 Each Shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.
- 23. Allocation of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. This allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company. The Shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated. The reserve can be used in whole or in part to (i) absorb existing losses, if any, (ii) put into a reserve or provision or (iii) carry it forward to the next following financial year.
- **24. Interim dividends.** The Management is authorised to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution.

Dissolution, Liquidation

25. Dissolution and liquidation.

- 25.1 The dissolution of the Company may be resolved by its Shareholders with the same quorum and majority required to amend these Articles, unless otherwise provided by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.
- 25.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the Shareholders determining powers and compensation of the liquidator(s).
- 25.3 After payment of all the outstanding debts of and charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed equally to the Shareholders pro rata to the number of the shares held by them.

Applicable law

26. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined by the applicable law.

Subscription and payment

Thereupon, the Sole Shareholder, represented by the Representative, declared to subscribe to and to fully pay in cash all the twelve thousand five hundred one (12,501) shares with a par value amount of one euro (EUR 1) each issued by the Company.



Proof of such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions set forth in articles 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Transitory provisions

The first financial year of the Company will begin on the present date and end on 31 December 2015.

Extraordinary shareholders' meeting

The Sole Shareholder, represented by the Representative, in its capacity as sole shareholder of the Company, thereupon passed the following shareholders' resolutions:

- 1. The number of Managers is set at three (3) and the following persons are appointed as Managers of the Company for an unlimited period:
- Mr George VALENTINI, born in Hamilton, Canada, on 21 June 1958, with professional address at Suite 301, 30 Adelaide Street East, Toronto, Canada M5C 3H1, as class A manager;
- Mr Cengiz COELHAN, born in Bad Hersfeld, Germany, on 10 May 1974, with professional address at 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, as class A manager; and
- Mr Andreas MISCHLER, born in Saarlouis, Germany, on 16 October 1973, with professional address at 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, as class B manager;
- 2. The registered office of the Company shall be at 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Redange/Attert on the date stated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands English, states that, on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

This document was read to the Representative, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence. This original deed was then signed by the Representative together with the notary.

Nachfolgend die Deutsche Fassung des Vorstehenden Textes:

Am achtundzwanzigsten August des Jahres zweitausendfünfzehn

ist vor Maître Danielle KOLBACH, Notar mit Sitz in Redingen (Großherzogtum Luxemburg), die

Dundee International Luxembourg Holdings S.à.r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit eingetragenem Sitz in 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxemburg, mit einem Stammkapital von EUR 108.197.418 und eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 160396 (der "Gründungsgesellschafter") erschienen,

in diesem Fall vertreten durch Frau Virginie PIERRU, Notarsekretärin, geschäftsansässig in Redingen, Großherzogtum Luxemburg (der "Vertreter"), kraft einer Vollmacht, die, nachdem sie ne varietur vom Vertreter und vom unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, der vorliegenden Urkunde zum Zweck der Eintragung beigefügt wird.

Der Gründungsgesellschafter, repräsentiert durch den Vertreter, hat den unterzeichneten Notar aufgefordert, die folgende Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) aufzusetzen, die er zu gründen erklärt hat.

Gesellschaftsform, Name, Geschäftssitz, Gegenstand, Dauer,

1. Gesellschaftsform.

- 1.1 Hiermit wird durch ein einziges Gründungsmitglied eine Gesellschaft in Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée") (die "Gesellschaft") gegründet, die dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, und zwar insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das "Gesetz"), Artikel 1832 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches in seiner derzeit geltenden Fassung sowie der vorliegenden Gesellschaftssatzung (die "Satzung").
- 1.2 Die Gesellschaft besteht anfänglich aus einem alleinigen Gesellschafter. Die Gesellschaft darf jedoch jederzeit aus einer beliebigen Anzahl von Gesellschaftern bestehen, soweit sie nicht über vierzig (40) beträgt.

2. Firmenname.

2.1 Die Gesellschaft besteht unter dem Namen "Dundeal (International) 30 S.à r.l.".

3. Eingetragener Firmensitz.

3.1 Der eingetragene Firmensitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg.



- 3.2 Der Vorstand ist ermächtigt, die Anschrift des eingetragenen Firmensitzes der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde des eingetragenen Firmensitzes der Gesellschaft zu ändern.
- 3.3 Zweigstellen bzw. sonstige Niederlassungen können auf Beschluss des Vorstands entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.
- 3.4 Sollten nach Ansicht der Geschäftsführung außerordentliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Entwicklungen vorliegen oder bevorstehen, die die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Firmensitz oder die problemlose Kommunikation mit dem besagten Sitz oder zwischen diesem Sitz und sich im Ausland aufhaltenden Personen beeinträchtigen würden, so darf sie den eingetragenen Firmensitz vorübergehend und bis zum Ende dieser außerordentlichen Umstände ins Ausland verlegen. Derartige zeitweiligen Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft; sie bleibt ungeachtet der zeitweiligen Verlegung des eingetragenen Firmensitzes eine dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegende Gesellschaft.
- **4. Gegenstand.** Der Zweck der Gesellschaft besteht im Erwerb von Beteiligungen in jedweder Form an kommerziellen, industriellen, finanziellen oder sonstigen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen sowie in der Verwaltung, in der Entwicklung und im Management dieser Beteiligungen.

Dies beinhaltet ohne Einschränkung die Investition in, der Erwerb von und die Verfügung über, sowie die Gewährung oder Ausgabe (ohne öffentliches Angebot) von Preferred Equity Certificates, Darlehen, Anleihen, Schuldverschreibungen, Pfandbriefe und andere Schuldtitel, Aktien, Optionsscheine sowie andere Eigenkapitalinstrumente oder -rechte, einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, Aktienkapital, Anteile an Kommanditgesellschaften, an Gesellschaften mit beschränkter Haftung, Vorzugsaktien, Wertpapiere und Swaps und jedwede Kombination davon, jeweils unabhängig davon, ob ohne weiteres marktfähig oder nicht, sowie Schuldverschreibungen (einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, synthetische Schuldverschreibungen) in jedweder Art von Gesellschaft, juridischen Person oder anderem Rechtssubjekt.

Die Gesellschaft kann ihre Mittel auch dazu verwenden, in Immobilien, Immaterialgüterrechte oder jedwedes anderes bewegliches und unbewegliches Vermögen in jedweder Form oder jedweder Art zu investieren.

Die Gesellschaft kann Pfandrechte, Garantien, dingliche Sicherungsrechte, Hypotheken und jede andere Form von Sicherheiten sowie jedwede Form von Entschädigung, für luxemburgische oder ausländische Gesellschaften, bezüglich ihrer eignen Verpflichtungen und Schulden gewähren.

Die Gesellschaft kann ferner ihren Tochtergesellschaften Unterstützung in jedweder Form (einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, der Ausdehnung von Vorschüssen, Darlehen, Geldeinlagen und Krediten sowie der Gewährung von Pfandrechten, Garantien, dinglichen Sicherungsrechten, Hypotheken und jeder anderen Form von Sicherheit) zukommen lassen. Gelegentlich kann die Gesellschaft Unternehmen, die Teil der gleichen Unternehmensgruppe sind, zu der die Gesellschaft gehört, oder Dritten dieselbe Unterstützung zukommen lassen, vorausgesetzt, dass dies im besten Interesse der Gesellschaft ist und dadurch keine Genehmigungserfordernisse entstehen.

Die Gesellschaft darf alle wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Tätigkeiten durchführen, die direkt oder indirekt mit allen vorstehend beschriebenen Bereichen verbunden sind, um die Erreichung des Zwecks der Gesellschaft zu erleichtern

Ungeachtet des Vorstehenden darf die Gesellschaft keine Geschäfte tätigen, die dazu führen könnten, dass sie an einer reglementierten Tätigkeit oder an einer Tätigkeit beteiligt ist, für die die Gesellschaft eine Lizenz benötigt.

5. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Stammkapital und Übertragung von Anteilen

6. Stammkapital.

- 6.1 Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundertein Euro (EUR 12.501), unterteilt in zwölftausendfünfhundertundeinen (12.501) Anteil mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1).
- 6.2 Der/die Gesellschafter der Gesellschaft (der/die "Gesellschafter") ist/sind berechtigt, die Bildung einer Agiorücklage zusätzlich zum Stammkapital zu beschließen. Jedes Aufgeld, das zusätzlich zum Nennwert für Anteile bezahlt wurde, muss in dieses Agiorücklage übertragen werden. Die Mittel der Agiorücklage dürfen von der Gesellschaft dafür eingesetzt werden, ihre Anteile von Gesellschaftern zurückzukaufen, Nettoverluste auszugleichen, Ausschüttungen an die Gesellschafter vorzunehmen oder Mittel in die gesetzliche Rücklage einzustellen.
- 6.3 Neben dem Stammkapital und der Agiorücklage kann die Gesellschaft ein Kapitaleinlagenkonto 115 (compte 115 "Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres") einrichten, in das die Gesellschaft Einlagen in die Gesellschaft einstellen kann, die erfolgen, ohne dass die Gesellschaft neue Anteile als Gegenleistung für die entsprechende Einlage ausgibt.
- 6.4 Die Gesellschafter können das Stammkapital der Gesellschaft einmal oder mehrmals in Übereinstimmung mit dieser Satzung und dem auf die jeweiligen Fassung dieser Satzung anwendbaren Recht des Großherzogtums Luxemburg verringern oder erhöhen.
 - 6.5 Die Gesellschaft darf ihre eigenen Anteile nur zwecks und vorbehaltlich ihrer unverzüglichen Einziehung erwerben.

7. Anteile.

7.1 Alle Anteile sind Namensanteile und bleiben als Namensanteile bestehen.



- 7.2 Der Besitz eines Anteils ist mit der stillschweigenden Annahme der Satzung und der von den Gesellschaftern gefassten Beschlüsse verbunden.
- 7.3 Jeder Anteil berechtigt in den von den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg auferlegten Grenzen zu einer Stimme.
- 7.4 Gegenüber der Gesellschaft ist jeder Anteil unteilbar. Mitinhaber von Anteilen müssen gegenüber der Gesellschaft durch einen gemeinsamen Vertreter vertreten werden. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte, die mit einem Anteil verbunden sind, so lange auszusetzen, bis die Mitinhaber der Gesellschaft gegenüber schriftlich oder per Telefax einen gemeinsamen Vertreter ernannt haben.

8. Übertragung von Anteilen.

- 8.1 Die Anteile können unter den Gesellschaftern frei übertragen werden.
- 8.2 Sofern die Gesellschaft nur einen einzigen Gesellschafter hat, darf dieser Gesellschafter seine/ihre Anteile frei übertragen.
- 8.3 Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, bedarf jede Übertragung von Anteilen an Dritte der Zustimmung seitens der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des gesamten begebenen Stammkapitals repräsentieren.
- 8.4 Jede Übertragung der Anteile muss durch eine notarielle Urkunde oder einen privatschriftlichen Vertrag nachgewiesen werden. Für die Gesellschaft oder für Dritte sind keine Anteilsübertragungen bindend, die der Gesellschaft nicht ordnungsgemäß bekannt gegeben oder nicht gemäß den Regeln für die Übertragung von Ansprüchen gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg und insbesondere gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches von der Gesellschaft angenommen wurden.

Geschäftsführung; Wirtschaftsprüfer

9. Geschäftsführer.

- 9.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern geleitet, wobei es sich sowohl um Gesellschafter als auch um Nicht-Gesellschafter handeln kann (der/die "Geschäftsführer").
- 9.2 Der/die Geschäftsführer wird/werden von den Gesellschaftern ernannt, die (i) ihre Anzahl, (ii) ihre Vergütung und (iii) die begrenzte oder unbegrenzte Dauer ihres Mandats bestimmen.
- 9.3 Der/die Geschäftsführer bekleidet/bekleiden sein Amt/ihre Ämter, bis sein/ihre Nachfolger gewählt werde(n). Sie dürfen von den Gesellschaftern wiedergewählt und jederzeit mit oder ohne sachlichen Grund von ihnen entlassen werden.
- 9.4 Die Gesellschafter können beschließen, den/die ernannten Geschäftsführer als Klasse-A- und Klasse-B-Geschäftsführer zu qualifizieren.
- 9.5 Auch nach dem Ablauf ihres Mandats ist der/sind die Geschäftsführer nicht zur Offenlegung vertraulicher Informationen der Gesellschaft oder von Gesellschaftsinformationen berechtigt, die den Interessen der Gesellschaft schaden könnten, es sei denn, eine solche Offenlegung ist gesetzlich vorgeschrieben.

10. Vorstand.

- 10.1 Sofern mehrere Geschäftsführer ernannt worden sind, bilden die Geschäftsführer einen Vorstand (der "Vorstand").
- 10.2 Der Vorstand ernennt einen Geschäftsführer zum Vorstandsvorsitzenden (der "Vorstandsvorsitzende").
- 10.3 Der Vorstand kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht selbst Geschäftsführer sein muss und der für die Führung der Protokolle der Vorstandssitzungen und Gesellschafterversammlungen verantwortlich ist.

11. Befugnisse der Geschäftsführung.

- 11.1 Der Geschäftsführer oder der Vorstand (je nachdem, was zutreffend ist) (die "Geschäftsführung") ist mit der Befugnis ausgestattet, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Maßnahmen administrativer oder anordnender Natur durchzuführen bzw. zu genehmigen, die im Sinne der Erreichung des Zwecks der Gesellschaft erforderlich bzw. nützlich sind. Alle Befugnisse, die nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg nicht ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Kompetenzbereich der Geschäftsführung.
- 11.2 Die Geschäftsführung kann auch einen oder mehrere beratende Ausschüsse bestellen und deren Zusammensetzung und Zweck bestimmen.
- 11.3 Die Geschäftsführung kann bestimmte Befugnisse und/oder besondere Mandate einschließlich der Vertretung gegenüber Drittparteien auf einen oder mehrere Geschäftsführer, Gesellschafter oder Dritte übertragen, wobei diese jeweils allein oder gemeinsam handeln können.

12. Sitzungen des Vorstands und Schriftform der Beschlüsse.

- 12.1 Der Vorstand tritt auf Antrag von zwei oder mehreren Vorstandsmitgliedern zusammen und wenn es sowohl Vorstandsmitglieder der Kategorie A als auch Vorstandsmitglieder der Kategorie B gibt, auf Antrag von mindestens einem Vorstandsmitglied jeder dieser Kategorien.
- 12.2 Der Vorstandsvorsitzende informiert alle Vorstandsmitglieder mittels einer schriftlichen Mitteilung oder per E-Mail über den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung der Sitzung. Diese Mitteilung muss den Vorstandsmitgliedern mindestens vierundzwanzig Stunden vor der Sitzung zugehen. Im Fall von Sitzungen, die an Orten, an Tagen und



zu Uhrzeiten, die im Voraus durch einen Vorstandsbeschluss festgelegt wurden, und in dringenden Fällen ist eine gesonderte Mitteilung nicht erforderlich.

- 12.3 Auf das Erfordernis einer Mitteilung kann durch einstimmige schriftliche Zustimmung aller Vorstandsmitglieder bei der Sitzung des Vorstands oder auf andere Weise verzichtet werden.
- 12.4 Der/die Vorstandsvorsitzende hält den Vorsitz bei allen Vorstandssitzungen. Ist er/sie abwesend, kann der Vorstand ein anderes Mitglied zum/zur Vorstandsvorsitzenden auf Zeit bestimmen, wenn eine Mehrheit der auf der entsprechenden Sitzung anwesenden bzw. vertretenen Geschäftsführer dies mittels Abstimmung beschließt.
- 12.5 Vorstandsmitglieder können an jeder beliebigen Vorstandssitzung mitwirken, indem sie eine anderes Vorstandsmitglied schriftlich zur ihrem Vertreter ernennen.
- 12.6 Vorstandsmitglieder können an einer Vorstandssitzung mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel teilnehmen, die es mehreren daran teilnehmenden Personen ermöglicht, gleichzeitig miteinander zu kommunizieren. Eine derartige Teilnahme ist als der physischen Anwesenheit bei einer Sitzung gleichwertig zu betrachten.
- 12.7 Vorbehaltlich Abschnitt 12.8 ist die Beschlussfähigkeit von Vorstandssitzungen gegeben, wenn die Mehrheit der amtierenden Vorstandsmitglieder bei der betreffenden Sitzung persönlich bzw. in Gestalt der jeweiligen Vertreter anwesend ist.
- 12.8 Wenn die ernannten Vorstandsmitglieder in Vorstandsmitglieder der Kategorie A und als Vorstandsmitglieder der Kategorie B untergliedert sind, ist die Beschlussfähigkeit von Vorstandssitzungen gegeben, wenn die Mehrheit der amtierenden Vorstandsmitglieder, darunter mindestens ein Vorstandsmitglied der Kategorie A und ein Vorstandsmitglied der Kategorie B, bei der betreffenden Sitzung persönlich anwesend bzw. vertreten ist.
- 12.9 Beschlüsse des Vorstands werden durch eine Mehrheit der bei der betreffenden Sitzung anwesenden bzw. vertretenen Vorstandsmitglieder gefasst. Im Fall der Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorstandsvorsitzenden den Ausschlag.
- 12.10 Das Protokoll der Vorstandsbeschlüsse muss im Rahmen der entsprechenden Sitzung abgefasst und von allen anwesenden Vorstandsmitgliedern unterzeichnet werden. Etwaige Vollmachten sind dem Protokoll beizufügen.
- 12.11 Ein schriftlicher Beschluss, der von allen Geschäftsführern unterzeichnet wurde, ist ebenso ordnungsgemäß und gültig wie ein Beschluss, der bei einer Vorstandssitzung gefasst wurde, die ordnungsgemäß einberufen und abgehalten wurde. Eine solche Entscheidung kann entweder durch ein einzelnes Dokument, das von allen Geschäftsführern unterzeichnet wurde, oder durch mehrere separate Dokumente belegt werden, die alle den gleichen Inhalt haben und jeweils von einem Geschäftsführer oder mehreren Geschäftsführern unterzeichnet wurden.
- 12.12 Sofern nur ein Geschäftsführer/eine Geschäftsführerin ernannt wurde, hat dieser/diese Protokolle seiner/ihrer Entscheidungen schriftlich aufzusetzen und diese zu unterzeichnen.

13. Vertretung der Gesellschaft.

- 13.1 Sofern nur ein Geschäftsführer ernannt wurde, wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die alleinige Unterzeichnung durch diesen Geschäftsführer gebunden.
- 13.2 Sofern die Gesellschaft von einem Vorstand geleitet wird, wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die gemeinsame Unterzeichnung seitens zweier beliebige Vorstandsmitglieder gebunden.
- 13.3 Ungeachtet des Vorstehenden wird die Gesellschaft gegenüber Dritten nur durch die gemeinsamen Unterschriften eines Klasse-A-Geschäftsführers und eines Klasse-B-Geschäftsführers gebunden, wenn der alleinige Gesellschafter oder die Gesellschafter (je nachdem, was zutreffend ist) (einen) Klasse-A- und Klasse-BGeschäftsführer ernannt haben.
- 13.4 Ungeachtet des Vorstehenden wird die Gesellschaft gegenüber Dritten ferner durch jede Person, dem von dem alleinigen Geschäftsführer bzw. dem Vorstand gültige Vertretungsbefugnisse übertragen worden sind.

14. Interessenkonflikt.

- 14.1 Kein Vertrag und kein sonstiges Geschäft zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens wird allein durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere ordnungsgemäß ermächtigte Vertreter der Gesellschaft, einschließlich ihrer Geschäftsführer, an der besagten anderen Gesellschaft oder dem besagten anderen Unternehmen (i) persönlich beteiligt ist oder (ii) einen ordnungsgemäß bevollmächtigter Vertreter und/oder Gesellschafter derselben ist/sind (der "vom Interessenkonflikt betroffene Vertreter").
- 14.2 Soweit im Folgenden nichts anderes vorgesehen ist, wird der vom Interessenkonflikt betroffene Vertreter nicht automatisch an der Teilnahme an den Beratungen oder Abstimmungen über derartige Transaktionen, Verträge oder sonstige Geschäfte gehindert. Bei allen Verträge oder sonstigen Geschäften, die (i) nicht in den Bereich der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft fallen, (ii) nicht im ordentlichen Geschäftsgang der Gesellschaft abgeschlossen werden und (iii) nicht unter unverbundenen Parteien abgeschlossen werden, hat der vom Interessenkonflikt betroffene Vertreter den Vorstand über eine solche persönliche Beteiligung in Kenntnis zu setzen und an keinen solchen Transaktionen oder sonstigen Geschäften teilzunehmen oder über diese abzustimmen; die Gesellschafter sind in diesem Fall über derartige Transaktionen oder sonstige Geschäfte und die Beteiligung des vom Interessenkonflikt betroffenen Vertreters daran in Kenntnis zu setzen.
- 14.3 Falls es sich beim vom Interessenkonflikt betroffenen Vertreter um den alleinigen Geschäftsführer der Gesellschaft handelt, ist der betreffende Vertrag oder das betreffende sonstige Geschäft, der/das (i) nicht in den Bereich der täglichen



Geschäftsführung der Gesellschaft fällt, (ii) nicht im ordentlichen Geschäftsgang der Gesellschaft abgeschlossen wird und (iii) nicht unter unverbundenen Parteien abgeschlossen wird, (je nachdem) von der Hauptversammlung oder vom alleinigen Gesellschafter zu bewilligen.

15. Schadenersatz für Geschäftsführer.

- 15.1 Die Gesellschaft hat ihrem Geschäftsführer bzw. ihren Geschäftsführern und gegebenenfalls seinen bzw. ihren Rechtsnachfolgern, Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlassverwaltern Ersatz für Schäden und Aufwendungen zu leisten, die vernünftigerweise in Zusammenhang mit jedweder Streitsache, Klage oder jedwedem Rechtsverfahren, an der bzw. dem der bzw. die Geschäftsführer aufgrund ihrer gegenwärtigen oder früheren Stellung als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Antrag der Gesellschaft, jeder anderen Gesellschaft, in der die Gesellschaft ein Gesellschafter oder Gläubiger ist, wenn und soweit sie kein Recht auf Schadenersatz gegenüber dieser anderen Gesellschaft haben, Partei ist bzw. sind.
- 15.2 Schadenersatz ist nicht zu leisten, wenn und soweit der bzw. die Geschäftsführer in einer Streitsache, Klage oder einem Rechtsverfahren nicht wegen grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz rechtskräftig verurteilt wird bzw. werden.
- 15.3 Im Falle eines Vergleichs ist Schadenersatz nur zu leisten, wenn und soweit der Gesellschaft von ihrem Rechtsberater darauf hingewiesen wird, dass der bzw. die Geschäftsführer keine Pflichtverletzung begangen hat bzw. haben.
- 15.4 Das vorstehende Recht auf Schadenersatz schließt andere dem Geschäftsführer bzw. den Geschäftsführern oder gegebenenfalls seinen bzw. ihren Rechtsnachfolgern, Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlassverwaltern zustehende Rechte nicht aus.

16. Audit.

- 16.1 Wenn gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg kein unabhängiger Wirtschaftsprüfer erforderlich ist und die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, sind die Jahresabschlüsse der Gesellschaft von einem oder mehreren gesetzlichen Wirtschaftsprüfern zu prüfen, bei denen es sich entweder um einen oder mehrere Gesellschafter oder um Dritte handeln kann.
- 16.2 Wenn gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg kein unabhängiger Wirtschaftsprüfer erforderlich ist und die Gesellschaft fünfundzwanzig (25) Gesellschafter oder weniger hat, können die Gesellschafter entscheiden, ohne hierzu verpflichtet zu sein, die Jahresabschlüsse von einem oder mehreren gesetzlichen Wirtschaftsprüfern prüfen zu lassen, bei denen es sich entweder um Gesellschafter oder um Dritte handeln kann.
- 16.3 Der/Die Wirtschaftsprüfer ist/sind von den Gesellschaftern zu ernennen, die (i) die Anzahl der Wirtschaftsprüfer, (ii) die Vergütung des/der Wirtschaftsprüfer(s) und (iii) die Dauer des Mandats des/der Wirtschaftsprüfer(s) bestimmen. Der/Die Wirtschaftsprüfer bleibt/bleiben im Amt, bis ihre Nachfolger gewählt werden. Sie können am Ende ihrer Beauftragungszeit wiedergewählt werden und können jederzeit mit oder ohne Grund von den Gesellschaftern aus ihrem Amt enthoben werden.

Gesellschafter

17. Gesellschafterbeschlüsse.

- 17.1 Die Gesellschafter können Beschlüsse entweder im Rahmen von Gesellschafterversammlungen oder, unter Vorbehalt der in dieser Satzung definierten Beschränkungen und den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, durch schriftliche Beschlüsse fassen.
- 17.2 Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme, sofern nicht anderweitig durch die Gesetze des Großherzogtums Luxemburg vorgegeben.
- 17.3 Änderungen der Satzung müssen (i) durch Mehrheit der Gesellschafter nach Köpfen und (ii) drei Viertel des ausgegebenen Gesellschaftskapitals genehmigt werden, sofern nicht anderweitig gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg oder gemäß der Satzung erforderlich.
- 17.4 Alle anderen Gesellschafterbeschlüsse werden durch Gesellschafter getroffen, die mehr als die Hälfte des ausgegebenen Gesellschaftskapitals der Gesellschaft widerspiegeln, sofern nicht anderweitig gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg erforderlich. Wenn bei der ersten Versammlung keine beschlussfähige Mehrheit erreicht wird, werden die Gesellschafter per Einschreiben ein zweites Mal zusammengerufen oder zur Abstimmung gebeten und Beschlüsse werden in diesem Fall durch Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, unabhängig von dem Anteil des vertretenen ausgegebenen Gesellschaftskapitals.

18. Schriftliche Beschlüsse.

- 18.1 Wenn die Gesellschaft fünfundzwanzig (25) oder weniger Gesellschafter hat, müssen die Gesellschafterbeschlüsse nicht in Gesellschafterversammlungen verabschiedet werden, sondern können auch durch schriftliche Beschlüsse verabschiedet werden.
- 18.2 Der Text von Beschlüssen, die durch schriftlichen Beschluss getroffen werden sollen, wird den Gesellschaftern durch das Management per Einschreiben, Brief, E-Mail oder Fax zugesandt. Gesellschafter sind verpflichtet, ihre Stimme abzugeben und sie innerhalb von fünfzehn (15) Tagen nach Erhalt des Briefes dem Management der Gesellschaft per Einschreiben, Brief, E-Mail oder Fax zurückzusenden. Stimmen, die nicht innerhalb dieses Zeitraums abgegeben werden, gelten als Enthaltungen.



18.3 Die formellen dargelegten Anforderungen zur Verabschiedung von schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen in Paragraph 19.2 können durch einstimmigen schriftlichen Beschluss aller Gesellschafter in dem jeweiligen schriftlichen Beschluss oder anderweitig aufgehoben werden.

Die formellen dargelegten Anforderungen zur Verabschiedung von schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen in Paragraph 19.2 sind nicht zutreffend, wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat. Alle durch einen alleinigen Gesellschafter getroffenen Beschlüsse müssen jedoch schriftlich dokumentiert und von dem alleinigen Gesellschafter unterzeichnet werden

18.4 Kopien oder Auszüge der schriftlichen Gesellschafterbeschlüsse sind vom Management zu bestätigen.

19. Gesellschafterversammlungen (Jahreshauptversammlung und außerordentliche Versammlungen).

- 19.1 Eine Jahreshauptversammlung muss nur abgehalten werden, wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat. In diesem Fall werden diese Satzung dahingehend geändert, dass sie das Datum und die Uhrzeit enthalten, zu dem solche Jahreshauptversammlung stattzufinden hat.
- 19.2 Außerordentliche Gesellschafterversammlungen werden im Einklang mit den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg durch Mitteilung des Management, des/der Wirtschaftsprüfer(s) der Gesellschaft oder des/der Gesellschafter(s), der/die mindestens die Hälfte des ausgegebenen Gesellschaftskapitals der Gesellschaft widerspiegelt, einberufen.
- 19.3 Eine Gesellschafterversammlung darf nur im Ausland abgehalten werden, wenn dies nach Meinung des Management aufgrund von Umständen höherer Gewalt erforderlich ist.
- 19.4 Die Mitteilung zur Einberufung der Gesellschafterversammlung und zur Angabe des Ortes, des Datums, der Uhrzeit und der Agenda solcher Versammlung ist den Gesellschaftern mindestens acht (8) Tage vor der Gesellschafterversammlung zuzusenden. Wenn alle Gesellschafter bei der Gesellschafterversammlung zugegen oder Vertretern sind, können sie erklären, dass sie über die Agenda der Versammlung informiert wurden und können auf die obengenannte Anforderung der vorherigen Mitteilung verzichten.
 - 19.5 Ordnungsgemäß zusammengesetzte Gesellschafterversammlungen vertreten die Gesellschafter der Gesellschaft.
- 19.6 Wenn die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter hat, übt solcher Gesellschafter die Befugnisse aus, die der Hauptversammlung gemäß geltenden Gesetzen und dieser Satzung gewährt werden. Artikel 194 bis 196 und 199 des Gesetzes vom 10. August 1915 in seiner jeweils gültigen Fassung, gelten für diese Situation nicht.

20. Verfahren bei Gesellschafterversammlungen.

- 20.1 Ein Gesellschafter kann im Rahmen einer Gesellschafterversammlung durch Ernennung eines Vertreters, entweder schriftlich oder per Fax, handeln. Bei solchem Vertreter muss es sich nicht um einen Gesellschafter handeln.
- 20.2 Gesellschafter können durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnliche Kommunikationswege, die die gleichzeitige Kommunikation mehrerer Personen miteinander ermöglichen, an einer Gesellschafterversammlung teilnehmen. Solche Teilnahme gilt als gleichwertig zu einer physischen Präsenz bei der Versammlung.
- 20.3 Das Management kann alle anderen Bedingungen bestimmen, die erfüllt werden müssen, um an einer Gesellschafterversammlung teilzunehmen.
- 20.4 Der/Die Vorstandsvorsitzende oder im Falle seiner/ihrer Abwesenheit eine beliebige andere von den Gesellschaftern ernannte Person, führt den Vorsitz über jede Gesellschafterversammlung (der/die "Vorsitzende der Gesellschafterversammlung").
- 20.5 Der/Die Vorsitzende der Gesellschafterversammlung ernennt ein/e Sekretär/in. Die Gesellschafter ernennen einen oder mehrere Stimmrechtsprüfer. Der/Die Vorsitzende der Gesellschafterversammlung bildet zusammen mit dem/der Sekretär/in und dem/den Stimmrechtsprüfer(n) den Vorstand der Hauptversammlung (der "Vorstand").
- 20.6 Die Mitglieder des Vorstands müssen eine Teilnehmerliste unter Angabe (i) des Namens der Gesellschafter, (ii) der Anzahl der von ihnen jeweils gehaltenen Anteile und, wenn zutreffend, (iii) des Namens ihres Vertreters anfertigen und unterzeichnen.
- 20.7 Der Vorstand hat ferner Protokoll über die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung zu führen und dieses Protokoll zu unterzeichnen.
 - 20.8 Kopien oder Auszüge des Protokolls der Gesellschafterversammlung sind vom Management zu bestätigen.

Finanzjahr, Gewinnausschüttung

21. Geschäftsjahr.

21.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar und endet am letzten Tag des Monats Dezember.

22. Genehmigung des Jahresabschlusses.

- 22.1 Am Ende jedes Finanzjahres werden die Bücher abgeschlossen und das Management erstellt den Jahresabschluss der Gesellschaft gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg.
- 22.2 Das Management reicht den Jahresabschluss der Gesellschaft bei dem/den etwaigen Wirtschaftsprüfer(n) der Gesellschaft zur Prüfung ein und legt ihn den Gesellschaftern zur Genehmigung vor.



- 22.3 Jeder Gesellschafter kann den Jahresabschluss beim Geschäftssitz der Gesellschaft gemäß den Bestimmungen der Gesetze des Großherzogtums Luxemburg einsehen.
- 23. Gewinnverteilung. Vom Jahresnettogewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5 %) in die Rücklagen eingestellt, wie gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg erforderlich. Diese Zuteilung ist nicht mehr erforderlich, sobald und solange die Rücklagen zehn Prozent (10 %) des gezeichneten Gesellschaftskapitals der Gesellschaft betragen. Die Gesellschafter bestimmen, wie der restlichen Jahresnettogewinn verteilt wird. Die Rücklagen können ganz oder teilweise eingesetzt werden, um (i) etwaige existierende Verluste aufzufangen, (ii) als Rücklagen oder Rückstellungen genutzt zu werden oder (iii) sie zum nächsten folgenden Finanzjahr zu übertragen.

24. Abschlagsdividenden.

24.1 Das Management ist befugt, Abschlagsdividenden auszuzahlen, vorausgesetzt, dass ein Zwischenabschluss erstellt wurde und dass solcher Zwischenabschluss zeigt, dass die Gesellschaft über ausreichend verfügbare Mittel für solche Ausschüttung verfügt.

Auflösung, Liquidierung

25. Auflösung und Liquidation.

- 25.1 Die Auflösung der Gesellschaft kann von seinen Gesellschaftern mit der gleichen beschlussfähigen Mehrheit beschlossen werden, die für die Änderung dieser Satzung erforderlich ist, sofern die Gesetze des Großherzogtums Luxemburg nicht anderweitige Bestimmungen enthalten.
- 25.2 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere von den Gesellschaftern ernannte/n Liquidator(en) durchgeführt. Die Gesellschafter bestimmen außerdem die Befugnisse und die Vergütung des Liquidators/der Liquidatoren.
- 25.3 Nach Zahlung aller ausstehenden Schulden und Gebühren gegen die Gesellschaft, einschließlich Steuern und Auslagen in Verbindung mit dem Liquidationsprozess wird das restliche Nettovermögen der Gesellschaft den Gesellschaftern anteilig zur Anzahl der Anteile, die sie jeweils halten, ausgeschüttet.

Geltendes recht

26. Geltendes Recht. Alle Angelegenheiten, die nicht dieser Satzung unterliegen, werden gemäß geltendem Recht entschieden.

Zeichnung und Zahlung

Der Gründungsgesellschafter, vertreten vom Vertreter, erklärte danach die Zeichnung und vollständige Zahlung in bar der gesamten zwölftausendfünfhundertundeinem (12.501) Anteile mit einem Nennbetrag von jeweils einem Euro (1 EUR), von der Gesellschaft ausgegeben.

Dem unterzeichnenden Notar wurde ein Beleg für solche Zahlung vorgelegt. Der unterzeichnende Notar erklärt, dass die in Artikel 183 des Gesetzes vom 10. August 1915 zu Handelsgesellschaften, wie gemäß Artikel 1832 des Zivilgesetzbuches geändert, dargelegten Bedingungen in ihrer jeweils gültigen Fassung erfüllt wurden und bezeugt ausdrücklich ihre Erfüllung.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am heutigen Datum und endet am 31. Dezember 2015.

Außerordentliche Gesellschafterversammlung

Der Gründungsgesellschafter, vertreten vom Vertreter, verabschiedete danach in seiner Kapazität als alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft die folgenden Gesellschafterbeschlüsse:

- 1. Die folgende Personen werden für einen unbefristeten Zeitraum zu Geschäftsführern der Gesellschaft ernannt:
- Herr George VALENTINI, geboren in Hamilton, Canada, am 21. Juni 1958, geschäftsansässig in Suite 301, 30 Adelaide Street East, Toronto, Canada M5C 3H1, als Klasse A Geschäftsführer;
- Herr Cengiz COELHAN, geboren in Bad Hersfeld, Germany, am 10. Mai 1974, geschäftsansässig in 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, als Klasse A Geschäftsführer; und
- Herr Andreas MISCHLER, geboren in Saarlouis, Bundesrepublik Deutschland, am 16. Oktober 1973, geschäftsansässig in 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, als Klasse B Geschäftsführer;
- 2. Der eingetragene Geschäftssitz der Gesellschaft ist unter der Adresse 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Auslagen

Auslagen, Kosten und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft infolge dieser Urkunde zu entrichten sind, betragen etwa tausendundfunfhundert Euro (1.500,-EUR).

WORÜBER URKUNDE, dessen wurde vorliegende notarielle Urkunde in Redingen am zu Beginn dieses Dokuments angegebenen Datum erstellt.



Der unterzeichnende Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt, dass vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Partei auf Englisch formuliert wurde, gefolgt von einer französischen Version und dass der englische Text im Falle von Unterschieden zwischen dem englischen und dem französischen Text Vorrang hat.

Dieses Dokument wurde dem Vertreter, welcher dem Notar nach Familienname, Vorname, Personenstand und Wohnort bekannt ist, vorgelesen. Diese Originalurkunde wurde dann vom Vertreter zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: V. PIERRU, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 2 septembre 2015. Relation: DAC/2015/14368. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): J. THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 7 septembre 2015.

Référence de publication: 2015149566/698.

(150164286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Promox S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 173.821.

In the year two thousand and fifteen, on the twelfth of August.

Before Maître Martine SCHAEFFER, civil law notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of "PROMOX S.A. SPF" (the "Company"), a "Société Anonyme de gestion de patrimoine familial", with registered office at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg number B 173.821, incorporated by deed of Maître Cosita DELVAUX, notary then residing in Redange-sur-Attert, on December 20 th , 2012, published in the Luxembourg Memorial C number 275 on February 5 th , 2013. Which Articles of Incorporation have not been amended since.

The Meeting is presided by Mrs. Concetta DEMARINIS, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs. Alexandra FUENTES, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs. Concetta DEMARINIS, prenamed.

The chairman declared and requested the notary to act:

- I.- That the shareholders present or represented and the number of their shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be registered with these minutes.
- II. As it appears from the attendance list, all the thirty-one thousand (31,000) shares, representing 100% of the capital of the Company (of an amount of EUR 3,100,000.-) are present or duly represented so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda without the necessary for prior convening notice.
 - III.- That the agenda of the present extraordinary general meeting is the following:

Agenda

- 1. To resolve on starting the procedure of the winding up of the company;
- 2. To resolve to appoint Mr Edoardo Tubia, born in San Donà di Piave (VE), Italy, on December 11, 1953, residing in L-8035 Strassen (Luxembourg), 6, rue des Lilas, as liquidator of the company and to determine his powers;
 - 3. Miscellanenous.
 - IV. After deliberation, the Meeting passed, by an unanimous vote, the following resolutions:

First resolution:

The Meeting resolves to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (voluntary liquidation).

Second resolution:

The Meeting resolves to appoint Mr Edoardo Tubia, born in San Donà di Piave (VE), Italy, on December 11, 1953, residing in L-8035 Strasen (Luxembourg), 6, rue des Lilas, as liquidator (the "Liquidator") of the company.

The Meeting resolves to confer to the Liquidator the powers set forth in articles 144 et seq. of the amended Luxembourg law on Commercial Companies dated 10 August 1915 (the "Law").



The Meeting further resolves that the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorization of the general meeting of the shareholders. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate its powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Meeting further resolves to empower and authorize the Liquidator, acting individually under its sole signature on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver and perform under any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The Meeting further resolves to empower and authorize the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds to the shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

There being no further business on the Agenda, the Meeting was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mil quinze, le douze août.

Par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunit

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l' "Assemblée") de la société anonyme de gestion de patrimoine familial "PROMOX S.A. SPF" (la "Société"), ayant son siège social au 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, sous le numéro B 173.821, constituée suivant acte reçu par Maître Cosita DELVAUX, alors notaire de résidence à Rédange-sur-Attert, en date du 20 décembre 2012, publié au Mémorial C numéro 275 du 5 février 2013. Dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Concetta DEMARINIS, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Alexandra FUENTES, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutatrice Madame Concetta DEMARINIS, prénommée.

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

- I. Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.
- II. Qu'il appert de cette liste de présence que les trente et un mille (31.000) actions de la société, représentant 100 % du capital social (d'un montant de EUR 3.100.000.-), sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'Assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour sans la nécessité de convoquer au préalable.
 - III. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

- 1. Décision sur la mise en liquidation de la société;
- 2. Nomination de Monsieur Edoardo Tubia, né à San Dovà di Piave (VE), Italie, le 11 décembre 1953, résident à L-8035 Strassen (Luxmebourg), 6, rue des Lilas, en tant que liquidateur de la société et définition des pouvoirs qui lui seront attribués:
 - 3. Divers.
 - IV. Après en avoir délibéré, l'Assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Assemblée décide de dissoudre la Société et de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire).

Deuxième résolution:

L'Assemblée décide de nommer Monsieur Edoardo Tubia, né à San Dovà di Piave (VE), Italie, le 11 décembre 1953, résident à L-8035 Strassen (Luxmebourg), 6, rue des Lilas, en tant que liquidateur de la société (le "Liquidateur").

L'Assemblée décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales, telle que modifiée (la "Loi").



L'Assemblée décide en outre que le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et à exécuter toutes opérations, en ce compris les actes prévus aux articles 145 de la Loi, sans autorisation préalable d'une assemblée générale des actionnaires. Le Liquidateur pourra déléguer, sous sa propre responsabilité, ses pouvoirs, pour des opérations ou tâches spécialement déterminées, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

L'Assemblée décide en outre de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, agissant individuellement par sa seule signature au nom de la Société en liquidation, à exécuter, délivrer et réaliser tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et la disposition de ses actifs.

L'Assemblée décide également de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion, à verser des avances sur le solde de liquidation aux actionnaires de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande des comparants le présent acte est en langue anglaise, suivi d'une version française.

A la demande des comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi. Signé: C. Demarinis, A. Fuentes et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 18 août 2015. Relation: 2LAC/2015/18894. Reçu douze euros Eur 12.-

Le Receveur ff. (signé): Yvette THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Référence de publication: 2015149864/116.

(150163814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

RECYMA, Société de Recyclage de matières inertes, Société Anonyme.

Siège social: L-1615 Luxembourg, 7, rue Alcide de Gasperi.

R.C.S. Luxembourg B 38.502.

L'an deux mille quinze, le dix-sept août.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

s'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «Société de Recyclage de matières inertes», en abrégé «RECYMA», (la «Société), une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7 rue Alcide de Gasperi, L-1615 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 38.502, constituée suivant acte notarié dressé en date du 17 octobre 1991, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 159 du 23 avril 1992. Les statuts de la Société furent modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 10 juin 2013, publié au Mémorial, numéro 1947 du 12 août 2013.

La séance est déclarée ouverte sous la présidence de Monsieur Daniel FONDU, demeurant professionnellement à Howald, 45, rue des Scillas, qui désigne Madame Delphine DEICHTMANN, demeurant professionnellement à Howald, 45, rue des Scillas, comme secrétaire.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Laure SINESI, demeurant professionnellement à Howald, 45, rue des Scillas.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1) Réduction du capital social de la Société à concurrence d'un montant de cent cinquante-quatre mille deux cent cinquante-six euros (EUR 154'256.-), pour le ramener de son montant actuel d'un million trois cent onze mille cent soixante-seize euros (EUR 1'311'176.-) à un million cent cinquante-six mille neuf cent vingt euros (EUR 1'156'920.-), par annulation des six cent vingt-deux (622) actions propres d'une valeur nominale de deux cent quarante-huit euros (EUR 248.-) chacune, rachetées par la Société à la fois le 1 er mars 2013, à hauteur de trois cent onze (311) actions, rachat ratifié par assemblée générale ordinaire des actionnaires du 14 mai 2013, et le 16 décembre 2014, à hauteur de trois cent onze (311) actions, rachat autorisé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 4 décembre 2014 et ratifié par assemblée générale ordinaire des actionnaires du 19 mai 2015, avec suppression de la réserve indisponible de trois millions huit cent cinquante mille euros (EUR 3'850'000.00.-) établie en contrepartie des six cent vingt-deux (622) actions propres comptabilisées à l'actif du bilan;



- 2) Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de cent cinquante-six mille deux cent quarante euros (EUR 156'240.-), pour le porter de son montant actuel d'un million cent cinquante-six mille neuf cent vingt euros (EUR 1'156'920.-) à un million trois cent treize mille cent soixante euros (EUR 1'313'160.-), par incorporation au capital d'une partie des bénéfices reportés à concurrence de cent cinquante-six mille deux cent quarante euros (EUR 156'240.-), par l'émission et la création de six cent trente (630) nouvelles actions d'une valeur nominale de deux cent quarante-huit euros (EUR 248.-) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes, à attribuer entièrement libérées aux propriétaires des actions anciennes proportionnellement aux actions qu'ils détiennent;
- 3) Pouvoirs à donner au Conseil d'Administration afin de procéder à toutes les modalités relatives à la réduction et à l'augmentation de capital susvisées, et notamment à l'enregistrement des écritures comptables y relatives;
- 4) Modification corrélative du premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société, qui aura dorénavant la teneur suivante:
- « Art. 5. (premier alinéa). Le capital souscrit est fixé à UN MILLION TROIS CENT TREIZE MILLE CENT SOIXANTE EUROS (EUR 1'313'160.00.-), représenté par cinq mille deux cent quatre-vingt-quinze (5'295) actions d'une valeur nominale de DEUX CENT QUARANTE-HUIT EUROS (EUR 248.-) chacune, toutes se trouvant intégralement libérées.»

Le reste de l'article demeure inchangé.

- 5) Divers.
- II) Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte pour être soumis à l'enregistrement en même temps.
- III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée. Tous les actionnaires présents se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, de sorte qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.
- IV) La présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de réduire le capital social de la Société à concurrence d'un montant de cent cinquante-quatre mille deux cent cinquante-six euros (EUR 154'256.-), pour le ramener de son montant actuel d'un million trois cent onze mille cent soixante-seize euros (EUR 1'311'176.-) à un million cent cinquante-six mille neuf cent vingt euros (EUR 1'156'920.-), par annulation des six cent vingt-deux (622) actions propres d'une valeur nominale de deux cent quarante-huit euros (EUR 248.-) chacune, détenues par la Société, suite à un rachat réalisé par cette dernière en date du 1 er mars 2013, à hauteur de trois cent onze (311) actions, rachat ratifié par assemblée générale ordinaire des actionnaires du 14 mai 2013, et suite à un rachat réalisé par cette dernière en date du 16 décembre 2014, à hauteur de trois cent onze (311) actions, rachat autorisé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 4 décembre 2014 et ratifié par assemblée générale ordinaire des actionnaires du 9 mai 2015.

En outre l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de supprimer la réserve indisponible renseignant la somme de trois millions huit-cent-cinquante mille euros (EUR 3'850'000.-) établie en contrepartie des six cent vingt-deux (622) actions détenues par la Société, comptabilisées à l'actif du bilan.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE ensuite de procéder à une augmentation du capital social souscrit de la Société à concurrence d'un montant de cent cinquante-six mille deux cent quarante euros (EUR 156'240.-), pour le porter de son montant actuel d'un million cent cinquante-six mille neuf cent vingt euros (EUR 1'156'920.-) à un million trois cent treize mille cent soixante euros (EUR 1'313'160.-).

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de créer et d'émettre, suite à cette augmentation de capital, six cent trente (630) nouvelles actions d'une valeur nominale de deux cent quarante-huit euros (EUR 248.-) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires constate que l'augmentation de capital est réalisée par incorporation au capital d'une partie des bénéfices reportés à concurrence de cent cinquante-six mille deux cent quarante euros (EUR 156'240.-).

La preuve de l'existence desdits bénéfices reportés a été rapportée au notaire instrumentant par des documents comptables et par une attestation signée par les administrateurs de la Société, en date du 15 juin 2015.

En outre l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE que les six cent trente (630) actions nouvellement émises par la Société seront attribuées gratuitement aux actionnaires existants en proportion de leur participation actuelle dans le capital social.



Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE d'autoriser le Conseil d'Administration de la Société à faire tout ce qui est nécessaire pour l'exécution des précédentes résolutions et notamment pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent à cet effet.

Cinquième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de modifier l'article CINQ (5) des statuts de la Société, lequel article CINQ (5) aura désormais la nouvelle teneur suivante:

Art. 5. «Le capital souscrit est fixé à UN MILLION TROIS CENT TREIZE MILLE CENT SOIXANTE EUROS (EUR 1'313'160.-), représenté par cinq mille deux cent quatre-vingt-quinze (5'295) actions d'une valeur nominale de DEUX CENT QUARANTE-HUIT EUROS (EUR 248.-) chacune, toutes se trouvant intégralement libérées.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions au porteur sont à déposer auprès d'un dépositaire nommé par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, répondant aux conditions de l'Article 42, (2), de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée. Le dépositaire maintient un registre des actions au porteur au Luxembourg dans lequel les actions au porteur sont inscrites au nom de l'actionnaire propriétaire des actions.

La Société reconnaît les personnes au nom desquelles les actions sont enregistrées dans le registre des actionnaires comme les pleins propriétaires de ces actions.

A la demande des actionnaires, des certificats d'inscription nominatifs seront délivrés aux actionnaires par la Société ou par le dépositaire en cas d'actions au porteur.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille euros.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Howald, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signé: D. FONDU, D. DEICHTMANN, L. SINESI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 août 2015. Relation: EAC/2015/19231. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015149913/124.

(150164080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

MNKS, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 169.476.

L'an deux mille quinze, le dix-huitième jour d'août.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des associés de «MNKS S.à r.l.» (l'«Assemblée»), une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, inscrite au Barreau de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4 rue Eugène Ruppert, (Bâtiment Vertigo Polaris), L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 169.476 (la «Société»), constituée suivant acte notarié par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 6 juin 2012 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1756 en date du 12 juillet 2012 et modifié par un acte reçu par le même notaire le 24 juillet 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2794, en date du 8 octobre 2014.

L'Assemblée est présidée par Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg (le «Président»).



Le Président nomme en tant que secrétaire de l'Assemblée et les Associés désignent Arlette Siebenaler, clerc de notaire demeurant professionnellement à Luxembourg en tant que scrutateur de l'Assemblée.

- Le Président, le secrétaire et le scrutateur constituent ensemble le «Bureau».
- Le Bureau ayant été valablement constitué, le Président déclare et demande au notaire d'acter:
- I. Que les associés de la Société présents ou représentés (les «Associés») et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.
- II. Qu'il résulte de la liste de présence que toutes les 12.500 parts sociales de la Société d'une valeur nominale de 1 EUR chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société d'un montant de 12.500 EUR sont présentes ou représentées à l'Assemblée, qui est par conséquent dûment constituée et peut valablement débattre et délibérer sur les points de l'ordre du jour, dont les Associés ont été dûment informés par avance;
 - III. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

Ordre du jour

- 1. Renonciation aux formalités de convocation;
- 2. Restructuration du capital social existant de la Société par la reclassification des parts sociales existantes en une classe de parts sociales ordinaire et une classe de parts sociales B ainsi que modifications statutaires subséquentes afin de refléter ces classes et les droits y attachés;
 - 3. Nouvelle composition de l'actionnariat de la Société en conséquence de la résolution 2 ci-dessus;
 - 4. Création d'un droit de préemption et modifications statutaires subséquentes;
- 5. Modification des articles 12 et 13 des statuts de la Société afin d'adapter la gouvernance de la Société à ses nouveaux besoins; et
 - 6. Divers

Suite à l'approbation de ce qui précède par les Associés, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Les Associés représentant l'intégralité du capital social décident à l'unanimité de renoncer aux formalités de convocation; les Associés reconnaissent avoir été suffisamment informés de l'ordre du jour et considèrent avoir été valablement convoqués et acceptent en conséquence de délibérer et voter sur tous les points à l'ordre du jour. Il est en outre reconnu que toute la documentation produite lors de cette Assemblée a été mise à la disposition des Associés dans un laps de temps suffisant afin de leur permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

Il est décidé d'approuver la restructuration du capital social de la Société par la reclassification des 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales actuelles de la Société, ayant chacune une valeur nominale de 1 EUR (un euro) en (i) 10.934 (dix mille neuf cent trente-quatre) parts sociales ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires»), et (ii) 1.566 (mille cinq cent soixante-six) parts sociales B (les «Parts Sociales B»), toute d'une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune.

Il est en outre décidé d'octroyer comme droits spécifiques attachés aux Parts Sociales B (i) un droit préférentiel de souscription en cas d'émission de nouvelles parts sociales par la Société quelle que soit leur catégorie et (ii) conformément à un accord extra-statutaire un droit de priorité au profit des détenteur de Partis Sociales B quant à la déclaration et au paiement de tout dividende ou distribution de toute nature et ce, proportionnellement à leur détention de Parts Sociales dans le capital de la Société.

Il est par conséquent décidé d'approuver les modifications suivantes des statuts de la Société (les «Statuts»:

- (i) L'article 8 doit désormais être lu comme suit:
- « **Art. 8.** Le capital social est fixé à 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros) représentés par 10.934 (dix mille neuf cent trente-quatre) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune (les «Parts Sociales Ordinaires») et 1.566 (mille cinq cent soixante-six) parts sociales de catégorie B d'une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune (les «Parts Sociales B», ensemble avec les Parts Sociales Ordinaires, les «Parts Sociales»).»
 - (ii) Il est inséré dans les Statuts un article 8 BIS qui doit être lu comme suit:
- « **Art. 8bis.** Lorsque la Société envisage d'émettre des Parts Sociales ou autre titre au profit d'un ou plusieurs tiers ou associés et sans préjudice de tout accord extra-statutaire qui existerait par ailleurs le cas échéant, elle adressera aux associés détenteurs de Parts Sociales B une notification par lettre recommandée avec accusé de réception (la «Notification Anti-Dilution») qui devra contenir les informations suivantes:
 - caractéristiques et conditions de l'émission de Parts Sociales envisagée, et notamment type de titres concernés;
- informations sur le(s) tiers/associé(s) intéressé(s) à souscrire tout ou partie des Parts Sociales: nom, prénom, profession, nationalité et domicile, (si personne physique), dénomination sociale, siège social, numéro de R.C.S. (si personne morale);
 - nombre de Parts Sociales que le(s) tiers ou associés souhaite(nt) souscrire (les «Parts Sociales Des Tiers»);
 - prix de souscription par Part Sociale (le «Prix de Souscription»);



- date envisagée de l'émission de Parts Sociales;
- délai imparti pour la souscription des Parts Sociales;

Chaque associé détenteur de Parts Sociales B aura la possibilité, mais non l'obligation, de souscrire, au Prix de Souscription et dans les mêmes conditions que celles figurant dans la Notification Anti-Dilution, à des Parts Sociales B de la Société, qui seront émises en plus des Parts Sociales Des Tiers (le «Droit de Souscription»).

Le nombre maximum de Parts Sociales B qu'un associé détenteur de Parts Sociales B pourra souscrire en vertu du Droit de Souscription sera proportionnel au nombre total de Parts Sociales détenues par celui-ci par rapport à l'ensemble des Parts Sociales émises par la Société lors de la Notification Anti-Dilution.

La Partie souhaitant exercer son Droit de Souscription devra, dans le délai imparti par la Société, qui ne pourra en tout état de cause être inférieur à vingt (20) jours ouvrés, notifier à la Société sa décision d'exercer son Droit de Souscription, avec indication du nombre de Parts Sociales B qu'elle souhaite souscrire (la «Décision de Souscrire»). Une copie de la Décision de Souscrire sera communiquée par la Société à tout associé qui en fait la demande.

Lors de l'émission de Parts Sociales, il sera émis un nombre de Parts Sociales égal au nombre de Parts Sociales Des Tiers augmenté du nombre de Parts Sociales B faisant l'objet des Décisions de Souscrire éventuellement notifiées par les associés détenteurs de Parts Sociales B.»

- (iii) Aux articles 9, 10 et 11 des Statuts, il y a lieu de remplacer la mention «part sociale», respectivement «parts sociales» par la mention «Part Sociale», respectivement «Parts Sociales», le reste des articles 9, 10 et 11 demeure inchangé.
- (iv) Il est inséré une nouvelle phrase à la fin du paragraphe 4 à l'article 22 des Statuts qui doit être lu comme suit, étant entendu que le reste de l'article 22 des Statuts demeure inchangé:

«Néanmoins pour chaque exercice, conformément à un accord extra-statutaire, les associés détenteurs de Parts Sociales B bénéficieront d'un droit de priorité eu égard aux Parts Sociales Ordinaires quant à la déclaration et au paiement de tout dividende ou distribution de toute nature et ce, proportionnellement à leur détention de Parts Sociales dans le capital de la Société. En cas de reliquat distribuable suite à l'application de ce droit de priorité, il pourra être distribué aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires proportionnellement à leur détention de Parts Sociales dans le capital de la Société.»

(v) Il est inséré un paragraphe 2 à l'article 23 des Statuts qui doit être lu comme suit, étant entendu que le reste de l'article 23 des Statuts demeure inchangé:

«En cas de déclaration et/ou de paiement d'un acompte sur dividende, le même droit de priorité au profit des associés détenteurs de Parts Sociales B tel que visé à l'article 22 des Statuts s'appliquera.»

Troisième résolution:

En conséquence de la résolution précédente ci-dessus, il est pris acte que l'actionnariat de la Société est désormais composé de:

- Marie-Béatrice Noble, détentrice de 5.463 (cinq mille quatre cent soixante-trois) Parts Sociales Ordinaires de la Société d'une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune;
- Katia Scheidecker, détentrice de 5.463 (cinq mille quatre cent soixante-trois) Parts Sociales Ordinaires de la Société d'une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune;
- Marielle Stévenot, détentrice de 522 (cinq cent vingt-deux) Parts Sociales B de la Société d'une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune;
- Catherine Baflast, détentrice de 522 (cinq cent vingt-deux) Parts Sociales B de la Société d'une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune,
- Cindy Arces, détentrice de 522 (cinq cent vingt-deux) Parts Sociales B de la Société d'une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune,
- Stéphane Braun, détenteur de 2 (deux) Parts Sociales Ordinaires de la Société d'une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune;
- Max Welbes, détenteur de 2 (deux) Parts Sociales Ordinaires de la Société d'une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune:
- Raquel Guevara, détentrice de 2 (deux) Parts Sociales Ordinaires de la Société d'une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune; et
- Saskia Myners, détentrice de 2 (deux) Parts Sociales Ordinaires de la Société d'une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune.

Quatrième résolution:

Il est décidé de créer un droit de préemption aux profits de tous les associés de la Société hors du cas de l'accession d'un associé à la qualité d'associé détenteur de Parts Sociales B, pour toute cession par un associé de tout ou partie de ses Parts Sociales à un tiers remplissant les conditions d'éligibilité de l'article 10 des Statuts ou à un autre associé. Il est par conséquent décidé d'insérer dans les Statuts un article 10 BIS qui doit être lu comme suit:

« **Art. 10bis.** En complément des dispositions de l'article 10 des Statuts, sauf dans le contexte de l'accession d'un associé à la qualité d'associé détenteur de Parts Sociales B, chaque associé envisageant de transférer tout ou partie de ses Parts



Sociales à un tiers remplissant les conditions d'éligibilité de l'article 10 des Statuts ou à un autre associé devra notifier aux autres associés (les «Associés Notifiés»), au moins soixante (60) jours ouvrés avant la date envisagée du transfert, les détails du transfert envisagé (la «Notification d'Offre»). Une copie de la Notification d'Offre sera envoyée simultanément à la Société

La Notification d'Offre devra comporter une copie de l'offre du tiers ou de l'autre associé (l'«Offre»), datée et signée par ce tiers ou cet autre associé, qui devra être sérieuse et de bonne foi, et qui devra au moins contenir les indications suivantes:

- informations sur le(s) tiers: nom, prénom, profession, nationalité et domicile, (si personne physique), dénomination sociale, siège social, numéro de R.C.S., activité (si personne morale) ainsi que et parcours professionnel et/ou caractéristiques permettant de remplir les conditions d'éligibilité au titre de l'article 10 des Statuts ou identité de l'associé le cas échéant;
 - nombre de Parts Sociales dont le transfert est envisagé (les «Parts Sociales Offertes»);
 - prix proposé par le tiers ou l'autre associé par Part Sociale Offerte (le «Prix de Cession»);
 - date envisagée du transfert des Parts Sociales Offertes;
 - autres conditions de l'Offre (date de paiement du prix et autres conditions éventuelles relatives au paiement du prix);
 - engagement du tiers d'adhérer à tout accord extra-statutaire qui existerait par ailleurs le cas échéant.

Les Associés Notifiés auront le droit d'acquérir les Parts Sociales Offertes en lieu et place du tiers ou de l'autre associé, aux mêmes conditions que celles de l'Offre (le «Droit de Préemption»), conformément aux dispositions de l'article 10 BIS alinéa 6 des Statuts, étant entendu que l'Offre, en particulier le Prix de Cession, doit être «bona fide».

Si un Associé Notifié estime que le Prix de Cession n'est pas «bona fide», il pourra saisir un expert qui sera nommé par le président de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises à la demande de la Société suite à sa saisine par l'un des associés au moins dans un délai de six (6) Jours Ouvrés suivant la réception de la Notification d'Offre aux fins de fixer un Prix de Cession «bona fide».

Le Prix de Cession fixé par l'expert s'imposera à la Partie cédante ainsi qu'à tous les associés souhaitant préempter et s'il le souhaite, l'associé cédant pourra décider de renoncer au transfert envisagé (le «Droit de Repentir»). L'exercice du Droit de Repentir devra être notifié à tous les Associés Notifiés, avec copie à la Société, au plus tard trois (3) Jours Ouvrés à compter de la Notification du rapport de l'expert. En cas d'exercice du Droit de Repentir, aucune des Parts Sociales Offertes ne pourra être transférée au(x) tiers ou au(x) autre(s) associé(s).

A peine de déchéance du Droit de Préemption, chaque Associé Notifié souhaitant exercer son Droit de Préemption (l'«Associé Préempteur») devra dans un délai de dix (10) jours ouvrés (i) suivant la date d'expiration du délai de recours à l'expert mentionné à au paragraphe 4 du présent article, s'il n'y est pas fait recours ou (ii) en cas de recours à l'expert, suivant la date d'expiration du délai d'exercice du Droit de Repentir mentionné au paragraphe 5 du présent article (dans chaque cas: la «Date Limite»), notifier à la Société, avec copie à la Partie cédante, sa décision d'exercer son Droit de Préemption, avec indication du nombre de Parts Sociales Offertes qu'il souhaite préempter (la «Décision de Préempter»). Chaque Associé Préempteur pourra, dans sa Décision de Préempter, préempter un nombre de Parts Sociales Offertes proportionnel au nombre de Parts Sociales que cet Associé Préempteur détient dans le capital de la Société, déduction faite des Parts Sociales détenues par l'Associé cédant dans le capital de la Société.

Dans les quatre (4) jours ouvrés de la Date Limite, la Société notifiera à tous les Associés Préempteurs ainsi qu'à la Partie cédante une copie des Décisions de Préempter, avec indication du nombre de Parts Sociales Offertes non préemptées le cas échéant (les «Parts Sociales Restantes»).

Les Parts Sociales Restantes pourront être préemptées par les Associés Préempteurs qui le souhaitent. Tout Associé Préempteur qui souhaite préempter tout ou partie des Parts Sociales Restantes devra notifier sa décision à la Société, avec copie à l'associé cédant, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification visée à l'alinéa précédent, et devra indiquer le nombre de Parts Sociales Restantes qu'il souhaite préempter (la «Décision Additionnelle»).

Si deux ou plusieurs Associés Préempteurs ont notifié une Décision Additionnelle et que le nombre de Parts Sociales Restantes faisant l'objet des Décisions Additionnelles est supérieur au nombre de Parts Sociales Restantes, le nombre de Parts Sociales Restantes attribué à chacun sera proportionnel au nombre de Parts Sociales détenues par cet Associé Préempteur à la date de la Notification d'Offre par rapport au nombre total de Parts Sociales détenues par l'ensemble des Associés Préempteurs ayant notifié une Décision Additionnelle à la date de la Notification d'Offre.

Si le nombre total des Parts Sociales préemptées (que ce soit par Décision de Préempter ou Décision Additionnelle) est inférieur au nombre des Parts Sociales Offertes:

- le transfert aux Associés Préempteurs, des Parts Sociales Offertes qu'ils auront préemptées se fera aux conditions de l'Offre (étant entendu que le Prix de Cession devra être versé en numéraire) sauf en cas de recours à l'expert, auquel cas le transfert des Parts Sociales Offertes aux Associés Préempteurs se fera au Prix de Cession tel que fixé par l'expert; et
- la partie Cédante pourra transférer au tiers ou à l'autre associé les Parts Sociales Offertes non préemptées dans les conditions de l'Offre, et sous la condition suspensive que le tiers adhère à tout accord extra-statutaire qui existerait par ailleurs le cas échéant

En revanche, en cas d'Offre d'un tiers portant sur plus de 60% des Parts Sociales de la Société, le Droit de Préemption ne pourra s'exercer effectivement que si les Associés Préempteurs rachètent l'entièreté des Parts Sociales Offertes que le



tiers souhaitait acquérir, sans quoi l'Associé Cédant pourra transférer la totalité des Parts Sociales Offertes au tiers dans les conditions de l'Offre, et sous la condition suspensive que le tiers adhère à tout accord extra-statutaire qui existerait par ailleurs le cas échéant.»

Cinquième résolution:

Il est décidé de modifier les dispositions relatives à la gouvernance de la Société afin de l'adapter aux nouveaux besoins de la Société et par conséquent de modifier les Statut comme suit:

- (i) L'article 12 paragraphes 2 doit désormais être lu comme suit:
- «Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par résolution de l'assemblée générale des associés prise à la majorité simple des votes exprimés.»
- (ii) Il est inséré un nouveau paragraphe 3 à l'article 12 des Statuts qui doit être lu comme suit, étant entendu que le reste de l'article 12 des Statuts demeure inchangé:
- «Le(s) gérant(s) peut/peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification (ad nutum), par une résolution de l'assemblée générale des associés prise à la majorité simple des votes exprimés.»
- (iii) L'article 13 paragraphes 15 doit désormais être lu comme suit étant entendu que le reste de l'article 13 des Statuts demeure inchangé:

«Sous réserve de tout accord extra-statutaire qui existerait par ailleurs le cas échéant, les décisions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou valablement représentés à la réunion.»

Aucun autre point n'ayant à être traité, l'assemblée a été clôturée.

Coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec cet acte, ont été estimés à mille quatre cents Euros (1.400.- Euro).

DONT ACTE, le présent acte a été rédigé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte aux membres du bureau, dont les nom, prénoms, et lieu de résidence sont connus du notaire, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 25 août 2015. Relation: 1LAC/2015/27043. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Référence de publication: 2015149811/220.

(150164443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

IAL Constructions Métalliques S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9166 Mertzig, 11, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 51.207.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015150333/10.

(150164566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Sireo Immobilienfonds No. 5 Libero V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 117.434.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015149910/10.

(150164350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 septembre 2015.

Editeur: Service Central de Législation, 43, boulevard F.-D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg

Imprimeur: Association momentanée Imprimerie Centrale / Victor Buck